


PAGE 2
**DANIELLE COULOMBE
RECONNUE PAR SES PAIRS**



PAGE 3
**DES AVOCATS
S'INSURGENT
CONTRE LE TRAITEMENT
DU GOUVERNEMENT
ENVERS LEURS CLIENTS
AUTOCHTONES**



PAGE 8
**POSSIBLE GRÈVE
À LA LCBO CET ÉTÉ**



PAGES 10 À 13
**— CAHIER SPÉCIAL —
SAINT-JEAN-BAPTISTE**

**SPORTS:
LA LHJNO APPORTE PLUSIEURS CHANGEMENTS
POUR LA SAISON 2024-25** **PAGE 27**



Bienvenue sur votre terrain de jeu avec les modes G.O.A.T.[™] de série (« Goes Over Any Type of Terrain »)

Obtenez un rabais de **4 000 \$*** sur les Bronco Sport et Bronco 2024 neufs sélectionnés. Jusqu'au 25 juin

Hearst 705 362-4011
Kapusking 705 335-8553
www.lecoursmotorsales.ca



OU Obtenez **0,99%*** à l'achat jusqu'à 60 mois sur les Bronco et Bronco Sport 2024 sélectionnés

DU 26 JUIN AU 2 JUILLET 2024

Danielle Coulombe, reconnue par ses pairs

Par Renée-Pier Fontaine

La collation des grades 2024 de l'Université de Hearst marque l'histoire de l'institution puisqu'elle a remis son tout premier doctorat honorifique depuis qu'elle a acquis son indépendance. C'est l'historienne, professeure et chercheuse Danielle Coulombe qui a reçu cette reconnaissance pour l'immense contribution qu'elle a apportée à la communauté durant sa carrière.

Le recteur sortant, Luc Bussières, a prononcé quelques mots sur la récipiendaire avant de céder sa place à Johanne Morin-Corbeil, amie de longue date de Mme Coulombe et ancienne collègue, qui fait aussi partie du personnel de l'Université de Hearst. Elle commence son discours en décrivant Danielle comme une personne dont la passion et l'engagement ont façonné l'histoire et l'avenir de l'Université de Hearst.

Originaire de Mattice, Danielle fait ses études secondaires à l'Académie St-Joseph de Hearst et poursuit au Collège universitaire de Hearst où elle obtient un baccalauréat en histoire dès 1974. « Je suis certaine que c'est grâce à certains de ses professeurs que



Photo : Renée-Pier Fontaine

l'histoire est devenue sa passion et même sa vocation. Elle poursuit ensuite ses études en histoire à l'Université d'Ottawa et obtient sa maîtrise en 1981. Elle a marqué l'histoire de l'Université de Hearst en étant la première femme embauchée comme professeure à temps plein, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère d'égalité des sexes à notre université. »

Son parcours

C'est en 1976 que Mme Coulombe entame le défrichage du chemin pour les générations de femmes qui la succéderont, un élément

d'une grande importance pour elle qui est une féministe dans l'âme. « Très rapidement, j'ai occupé le poste de secrétaire générale, mais ce n'était pas à temps plein à l'époque, j'enseignais aussi en même temps. Ensuite, j'ai pris le poste de directrice des études. La structure a été modifiée à un moment donné et Raymond Tremblay est revenu à titre de recteur de l'Université puis moi j'étais vice-recteur. On ne disait pas "vice-rectrice" à l'époque. J'ai fait cela pendant plusieurs années avant de retourner aux études pour faire mon doctorat et je suis revenue à l'enseignement par la suite. »

L'historienne reçoit une chaire de recherche qui lui permet de mettre sur pied son projet de centre d'archives. Celui-ci verra officiellement le jour en 2015. « C'est le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada qui accorde des chaires de recherche dans un domaine particulier pour faire avancer la recherche au pays. La mienne était sur l'histoire de la Grande Zone argileuse. »

Le Centre d'archives de la Grande Zone argileuse est installé dans les locaux de l'ancien presbytère, un monument historique de la région. Les rénovations qui ont été faites sont dignes de n'importe quel centre de conservation de documents : planchers à l'épreuve du feu, fenêtres avec filtre pour ne pas abîmer les documents par le soleil, etc.

La voute est dotée de murs à l'épreuve du feu et de gicleur, les fenêtres ont été condamnées pour ne pas laisser entrer la lumière à l'intérieur. Lors de sa construction,

la voute devait avoir l'espace suffisant pour abriter des documents pour les 20 prochaines années. « Même il y a cinq ans, lorsque j'y travaillais encore, quand je suis partie, déjà je savais qu'il n'y aurait pas de place pour les prochains 20 ans. Ça continue à s'emplier! On ne couvre pas juste Hearst, mais bien toute la région. Il reste encore de la place pour beaucoup de documentations, mais dans un avenir pas trop lointain nous allons en manquer! » Pour Mme Coulombe, ce doctorat diffère de celui qu'elle possède déjà en histoire, il signifie une reconnaissance de ses pairs, remis par l'université qui l'a vue évoluer et appuyée dans ses projets. « Je pense que je suis privilégiée, j'ai travaillé dans un domaine stimulant et avant-gardiste. C'est ce qui m'a permis de réaliser bien des choses que j'ai faites. J'ai eu beaucoup de soutien et j'ai fait beaucoup de choses. J'ai enseigné, j'ai fait de l'administration, j'ai fondé le centre d'archives, j'ai eu de la variété dans mon parcours et aussi dans les cours que j'enseignais. »

Tout au long de sa carrière de professeure, la pluralité des sujets qu'elle enseignait lui a permis de stimuler ses connaissances, de faire de la recherche. « C'est ce qui est pour moi, évidemment aussi le contact avec les étudiantes et étudiants, ce qui fait que le travail dans l'enseignement était si intéressant. »

Même à la retraite, Danielle continue de faire de la recherche. Elle a publié un article au sujet des événements de Reesor Siding dans le magazine *Le Chainon*, paru en juin 2023, ce qui lui a valu le Prix Michel-Prévost 2024 en février dernier. Depuis 2018, elle enseigne le volet historique d'un cours à l'UdeH donné en collaboration avec Jacques Poirier au sujet de cette fusillade. M. Poirier s'occupe de l'aspect littéraire du sujet en explorant les parutions de livres, poèmes, films et documentaires avec les étudiants.

Ce cheminement Mme Coulombe l'a réussi grâce à l'appui et au soutien de ses pairs, ce qu'elle ne manque pas de souligner lorsqu'elle parle de son parcours.

Horaire des activités pour le 100^e

Samedi 6 juillet

11 h Bingo radio sous la tente 3000\$ en prix
Midi à 16 h

Distillerie Rheault
Kiosques des artisans
Rallye parents-enfants : GRATUIT
Gonflables pour les enfants : GRATUIT
Caravan : Celui qu'on appelait Jésus : GRATUIT
Musique : Chansonniers Marcel Marcotte, Hélène Côté : GRATUIT

16 h Messe centenaire présidée par Mgr. Pierre Olivier Tremblay

18 h Souper 20 \$ (billet vendu à l'avance) buffet froid

20 h Soirée musicale avec Kermesse (sous la tente / sous-sol de l'église) : GRATUIT
Boissons alcoolisées en vente

Dimanche 7 juillet

10 h Messe du dimanche

9 h Brunch 15 \$ par adulte, 5 \$ par enfant (se termine à midi)

Midi à 16 h

Tournoi de washer organisé par Camping Boudrias 5\$ par personne
Kiosques des artisans
Gonflables pour enfants : GRATUIT
Rallye parents-enfants : GRATUIT
Caravan : Celui qu'on appelait Jésus : GRATUIT
Musique : Chansonniers Gérald St-Pierre, Suzy Q : GRATUIT

16 h Tirage du 50/50

Toutes les activités auront lieu dans le stationnement de l'église

En vente toute la journée et soirée

Billet 50/50 10\$ le billet etransfer accepté

paroisse.mattice@gmail.com

Hot dog, popcorn, barbe à papa, eau, boisson gazeuse : 2 \$

Boissons alcoolisées en vente sous la tente 6 \$

Le Nord vous tient au courant
de ce qui se passe dans
votre communauté!

Le gouvernement laisse les Autochtones sans ressources loin de chez eux

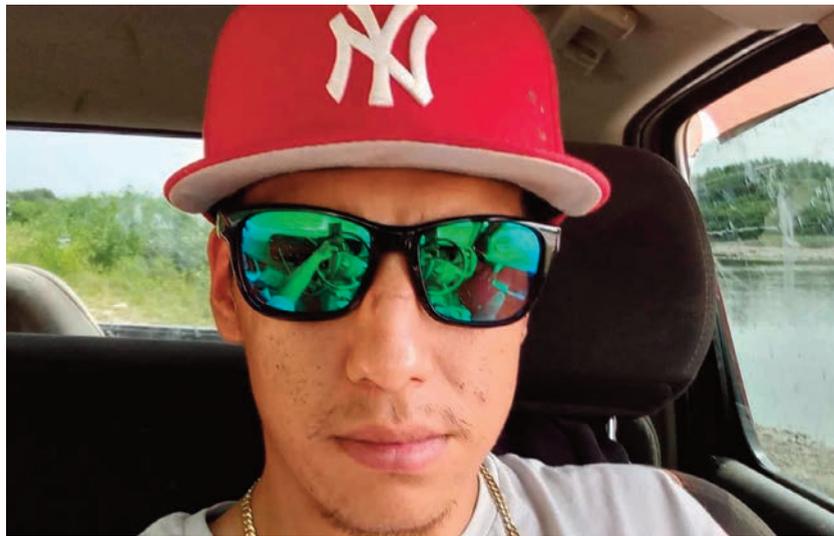
Par Steve Mc Innis

En décembre 2023, le gouvernement de Doug Ford a mis fin à un programme coordonnant le retour des Autochtones du Grand Nord chez eux après avoir purgé une peine de prison. Depuis ce temps, les Autochtones ayant complété leur sentence sont laissés sans ressource. Les employés de la prison doivent s'assurer de trouver un transport jusqu'à l'aéroport, mais une fois que la personne est partie, l'équipe de la prison n'en est plus responsable. Plusieurs avocats déplorent le traitement inhumain et dangereux que doivent subir leurs clients.

Avant 2024, un programme gouvernemental nommé Discharge Program qui était géré par Nishnawbe-Aski Legal Services Corporation prenait en charge tous les Autochtones qui avaient complété une peine de prison et souhaitaient retourner chez eux. La journée même de la sortie de l'établissement correctionnel provincial, le programme s'assurait du trajet de la prison à l'aéroport, des repas et de l'hébergement advenant que le transport aérien ne puisse décoller vers la communauté de la personne en question.

Dans une lettre écrite par Chantelle M. Johnson le 31 janvier 2024, la directrice générale de Nishnawbe-Aski Legal Services Corporation, on annonçait la fin du programme qui a aidé plus de 3000 Autochtones du Grand Nord en leur offrant un transport sécuritaire et sans délai.

M^e André Lehoux est un avocat représentant plusieurs Autochtones du Grand Nord depuis plus de 15 ans. Il déplore le fait que plusieurs de ses clients doivent demeurer en prison plusieurs jours supplémentaires puisqu'aucun avion n'est disponible le jour de leur sortie. « À titre d'exemple, si j'ai un client de Moosonee qui a rempli sa peine un mercredi, si le prochain avion vers Moosonee décolle seulement le lundi suivant, mon client passera cinq autres nuits à la prison. On parle de lib-



Isaac Edwards a été obligé de dormir dehors en plein mois de février. Photo : Isaac Edwards

erté d'une personne, c'est très grave! », persiste à dire M^e Lehoux en ajoutant que si une telle situation arrivait à une personne blanche, on en entendrait parler largement plus. « Les gouvernements sont en processus de vérité et réconciliation, bien avec cette décision purement politique, on repassera. »

Histoire d'horreur

Isaac Edwards d'Attawapiskat, une communauté sur la côte de la Baie James à 2 heures 15 minutes d'avion de Timmins, a accepté de raconter son histoire au journal *Le Nord*. L'homme de 29 ans a obtenu une libération sous caution le mercredi 7 février de cette année. Il a dû passer une nuit supplémentaire à la prison de Monteith puisque l'avion se dirigeant vers sa communauté décollait seulement le lendemain (jeudi 8 février).

La responsabilité de l'établissement carcéral était de garantir un transport de la prison à l'aéroport de Timmins. À ce moment, une tempête de verglas s'abattait sur la région. L'appareil qui devait reconduire M. Edwards chez eux n'a pas été en mesure d'atterrir à l'aéroport d'Attawapiskat à cause de la température, donc son avion est retourné à Timmins reportant le voyage au lendemain.

Sans un sou en poche et ne pou-

vant dormir à l'aéroport, il quitte à pied vers le centre-ville de Timmins. Il est incapable de convaincre un automobiliste de le prendre sur le pouce. Deux heures et demie de marche ont été nécessaires pour compléter le trajet d'une douzaine de kilomètres sous de la pluie verglaçante.

Il espérait aller dormir chez une cousine, mais à son arrivée à l'appartement, il constate qu'une fête a lieu et l'alcool coule à flots. Afin de respecter les clauses de sa remise en liberté, il quitte immédiatement l'appartement et passe la nuit dans la rue.

Vers 4 h 30 le matin du vendredi 9 février, il marche de nouveau vers l'aéroport pour ne pas manquer le vol supposé le reconduire chez lui. Une fois de plus, son avion décolle, mais impossible d'atterrir à Attawapiskat. Retour à la case départ à l'aéroport de Timmins. Pour ajouter à sa peine, ses vêtements sont complètement trempés et il doit une fois de plus marcher de l'aéroport au centre-ville de Timmins.

Le prochain avion disponible pour retourner chez eux était le lendemain, le samedi 10 février. Reparti sur le pouce, personne ne lui offre le trajet. Après une autre marche de deux heures et demie, il réussit à obtenir de l'Internet pour faire fonctionner son téléphone cellu-

laire qui ne comptait plus de minutes. Il réussit à envoyer un message à son avocat, M^e André Lehoux, par Messenger. « Isaac m'a écrit et j'ai vu son message seulement en fin de journée. J'ai réussi à le joindre et tu pouvais entendre dans sa voix qu'il avait très froid puisqu'il était trempé », se remémore l'avocat de Hearst. « En même temps, sa famille d'Attawapiskat me téléphonait aussi parce qu'elle n'avait pas de nouvelles de lui. »

C'est M^e Lehoux qui a sorti de l'argent de sa poche pour assurer un minimum de dignité à M. Edward. « Je me suis arrangé avec un motel et je lui ai payé une chambre en plus de lui donner 60 \$ pour qu'il puisse manger quelque chose et se rendre à l'aéroport le lendemain, en taxi. Il n'avait pas mangé depuis près de deux jours. C'est complètement déplorable, même mon chien est beaucoup, beaucoup mieux traité que ça. On ne fait pas ça aux animaux puis là on parle d'un être humain, mais personne n'en parle, parce que ce sont des Autochtones du Grand Nord. »

L'histoire d'Isaac Edwards ne serait pas un cas isolé. Selon M^e Lehoux, même des jeunes de moins de 18 ans ont vécu ce genre d'expérience depuis que le gouvernement de Doug Ford a choisi de retirer le financement du programme Discharge.

Réaction à Queen's Park

Le journal *Le Nord* n'a pas réussi à obtenir d'explications du gouvernement à propos du retrait de ce programme. Le député de Mushkegowuk-Baie James, Guy Bourgouin, a été mis au parfum et n'a pas l'intention d'en rester là. Le député néodémocrate représente les communautés autochtones du Nord et souhaite obtenir des réponses de la part du gouvernement de Doug Ford. *Le Nord* n'a pas été en mesure de connaître les démarches de M. Bourgouin étant donné que celui-ci est en vacances à l'extérieur du pays.

exp
REALTY
BROKERAGE

REAL ESTATE HUB

613-707-5146
expRealEstateHUB.com



DES GENS DE CHEZ VOUS
POUR VOS BESOINS
IMMOBILIERS
À OTTAWA.



ÉQUIPE

Steve Mc Innis, directeur général et éditeur
smcinnis@hearstmedias.ca

Manon Longval, ventes
vente@hearstmedias.ca

Lignes agates marketing, ventes nationales
anne@lignesagates.com 1 866 411-7487

Renée-Pier Fontaine, journaliste
rpfontaine@hearstmedias.ca

Guy Morin, journaliste sportif
guymorin72@gmail.com

Gilles Péloquin, journaliste sportif
gpelo1951@hotmail.com

Maurice Lepage, graphiste
pub@hearstmedias.ca

Karine Vallée, réception et distribution
info@hearstmedias.ca

Julie Pelletier, comptabilité
jpelletier@hearstmedias.ca

Francine Lacroix, employée de soutien
flacroix@hearstmedias.ca

Anouck Guay, webmestre
web@hearstmedias.ca

Claire Forcier, réviseuse bénévole

Claudine Locqueville, chroniqueuse

Serge Morissette, chroniqueur

Marc Bédard, chroniqueur

Site Web : lejournallenord.com

Facebook : C'INN à Hearst

Journal Le Nord
1004, rue Prince, C.P. 2648
Hearst (ON) P0L 1N0
705 372-1011

Le Nord est géré par les Médias de l'épINETTE noire



Les Médias de l'épINETTE noire est un organisme sans but lucratif gérant le journal Le Nord, la radio CINN 91.1 et leurs plateformes Web, appuyé par un conseil d'administration.

Gérard Payeur, président
Suzanne Dallaire Côté, vice-présidente
Lise Camiré Laflamme, trésorière
Paul Baril, administrateur
Vicky Baillargeon, administratrice

Notre journal rectifiera toute erreur de sa part qui lui est signalée dans les 48 heures suivant la publication. La responsabilité de notre journal se limite, dans tous les cas, à l'espace occupé par l'erreur pourvu que l'annonce en question nous soit parvenue avant l'heure de tombée. Il est interdit de reproduire le contenu de ce journal sans l'autorisation écrite et expresse de la direction. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement canadien, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques servant à nos activités d'édition.



Notez que le journal Le Nord utilise l'orthographe rectifiée et le programme Antidote 10.

Prenez note que nous ne sommes pas responsables des fautes dans plusieurs des publicités du journal. Nombreuses sont celles qui nous arrivent déjà toutes prêtes et il nous est donc impossible de changer quoi que ce soit dans ces textes.

Communiquez avec l'équipe par téléphone ou passez nous voir au bureau lors des heures d'accueil, soit du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30. Nous sommes fermés les samedis et dimanches.

réseau presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

Le Nord est publié depuis mars 1976.

Il est passé aux mains des Médias de

l'épINETTE noire en mai 2016.

ISSN 1199-0805



Canada

Grillades et clichés : quand le barbecue nourrit le patriarcat

L'été est souvent synonyme de moments conviviaux en plein air, et le barbecue s'impose comme un incontournable. Cependant, derrière ces moments festifs se cachent souvent des dynamiques de genre bien ancrées. L'image de l'homme en maître du gril, bière à la main, est solidement ancrée dans l'imaginaire collectif. Une représentation renforcée par les médias, les publicités et les pratiques familiales et sociales, qui perpétuent l'idée que la cuisine en plein air est un domaine masculin par excellence, tout en assignant aux femmes des rôles de soutien en périphérie de cette activité.

Cette association entre la viande et la masculinité trouve son origine dans des temps anciens où les hommes chassaient pour nourrir la tribu, une tâche exigeant force et courage.

De nos jours, même si la chasse a été remplacée par l'élevage et la commercialisation de la viande, ces symboles persistent. Une enquête récente de l'Ifop révèle ainsi que 78 % des hommes en couple s'occupent plus souvent du barbecue que leur conjointe, dont 41 % de façon exclusive, soulignant ce quasi-monopole masculin.

Dans de nombreuses cultures, la consommation de viande, surtout de viande rouge, est considérée comme un signe de puissance et de masculinité. Cette idée est renforcée par des publicités et des médias qui dépeignent souvent des hommes forts consommant des steaks saignants.

En revanche, les femmes sont souvent associées à des régimes alimentaires plus « légers » ou « sains », comme les salades ou les plats à base de légumes, perpétuant ainsi l'idée que les femmes doivent surveiller leur alimentation et leur silhouette.

Le sexisme passe à table

Plus généralement, les stéréotypes de genre influencent la consommation de viande. Plusieurs études montrent que les hommes ont tendance à consommer plus de viande que les femmes, souvent pour affirmer leur masculinité.

Cette surconsommation peut entraîner des conséquences néfastes sur leur santé, augmentant les risques de maladies cardiovasculaires, de cancer colorectal et d'autres problèmes de santé liés à un régime alimentaire trop riche en viande rouge et transformée.

En outre, le régime alimentaire des hommes émet 41 % plus de gaz à effet de serre que celui des femmes,

principalement en raison de leur consommation importante de viande. La réduction de la consommation de viande est donc également cruciale pour limiter les dérèglements climatiques.

Les femmes, quant à elles, subissent une pression constante pour maintenir une alimentation équilibrée et contrôler leur poids. Cette pression est exacerbée par des standards de beauté irréalistes qui valorisent la minceur.

Ainsi, lorsqu'une femme choisit de consommer de la viande, surtout en grande quantité, elle peut être perçue comme transgressant des normes sociales. Cette transgression peut entraîner des jugements et des commentaires, soulignant une fois de plus la manière dont les choix alimentaires sont genrés.

Dans son livre « Faiminisme, quand le sexisme passe à table », la journaliste française Nora Bouazzouni explore comment l'alimentation et les comportements alimentaires sont traversés par des rapports de pouvoir et des stéréotypes sexistes.

Elle montre comment la table devient un lieu où se rejouent les inégalités de genre. Bouazzouni explique que la société impose aux femmes un contrôle de leur alimentation non seulement pour correspondre à des idéaux de beauté, mais aussi pour perpétuer des dynamiques de domination masculine.

Pour briser ces stéréotypes, il est essentiel de promouvoir une vision égalitaire de l'alimentation.

Cela passe par l'éducation et la sensibilisation aux rôles genrés et à leurs incidences. Encourager les hommes à s'investir dans la préparation de repas variés, et non seulement au barbecue, et soutenir les femmes dans leurs choix alimentaires sans jugement sont des étapes cruciales.

De plus, valoriser les régimes alimentaires variés et équilibrés pour tous, indépendamment du genre, peut aider à déconstruire ces stéréotypes.

Cet été, réinventons le barbecue. Faisons de cet espace un lieu de partage et d'égalité, où chacun, sans égard à son genre, peut s'exprimer et participer librement.

En remettant en question les stéréotypes de genre liés à la consommation de viande, nous pouvons créer des dynamiques plus équilibrées et inclusives, non seulement autour du gril, mais dans tous les aspects de notre vie quotidienne.

*Julie Gillet,
chroniqueuse – Francopresse*

SOURIRE DE LA SEMAINE



Hearst en bref : bibliothèque, piscine, liste d'attente en garderie

Par Renée-Pier Fontaine

Le conseil de la bibliothèque municipale a tenu une réunion extraordinaire le 14 mai 2024 pour laquelle les membres du conseil d'administration ont invité l'administrateur en chef de la Ville de Hearst, Éric Picard.

Un échange d'idées a eu lieu entre les deux parties. Le conseiller Joël Lauzon explique : « Le conseil de la bibliothèque aimerait voir une fois qu'un déménagement a lieu, comment procéder, qu'est-ce qui sont les *go no go*, si on veut. Qu'est-ce qui est nécessaire, qu'est-ce qui est désirable? Et puis, le conseil voudrait vraiment qu'il y ait un sondage et qu'on écoute les gens de la communauté pour voir le nouveau lieu de la bibliothèque, mais le vote avait déjà été fait le 18 avril pour travailler avec la Ville afin de procéder au déménagement si tel est le cas. »

Le conseiller Picard s'interroge sur la création d'un sous-comité concernant l'emplacement éventuel de la bibliothèque. M. Lauzon a rétorqué qu'il ne fait pas partie du sous-comité, mais que les membres ont été ciblés et qu'il n'a pas de détails si une rencontre du sous-comité a été faite ou non.

Piscine

L'embauche du personnel pour la Piscine Stéphane-Lecours se poursuit. L'administrateur en chef, Éric Picard, a mentionné que l'équipe est composée d'une quinzaine de sauveteurs pour le moment. « Il y a beaucoup d'anciens qui reviennent travailler trois ou six heures parce qu'ils aiment cela. On devrait être en mesure pour les camps de natation [d'avoir la main-d'œuvre nécessaire], pas de problème. On devrait pouvoir ouvrir pour des bains publics aussi dans les prochaines semaines. On tente de finaliser l'assistant à la direction du centre aquatique. Ça va bien! Le problème c'est en septembre, ils retournent à l'école donc on est en train de former du monde pour prendre leur place en septembre. »

Prestation d'assurances pour employés syndiqués

Le conseil municipal a adopté un règlement modifiant la convention collective entre la Ville de Hearst et le Syndicat canadien de la fonction publique et sa section locale 1536, en alignant les prestations d'assurance-maladie, d'assurance dentaire, d'assurance paramédicale et d'assurance-vie sur celles du personnel non syndiqué, à compter du 1^{er} juillet 2024.

Dans le rapport de l'administrateur en chef, il est énoncé que : « Bien

que le nouveau régime d'avantages sociaux entraîne des coûts supplémentaires (environ 350 \$ par employé et par an), les dépenses ont été anticipées et prises en compte dans le budget 2024. »

De cette façon, la division entre les employés syndiqués et non syndiqués à ce sujet sera éliminée afin d'éviter de possibles frustrations qui pourraient avoir un impact sur la fidélisation des employés et les efforts de recrutement futurs.

Nomination d'Annie Lemieux à titre de greffière de la Ville

Avec le départ à la retraite de Jeannine Lecours, la greffière actuelle depuis maintenant 30 ans, en vigueur le 4 juillet prochain, le conseil doit procéder à son remplacement. Annie Lemieux, qui avait été nommée greffière suppléante en 2022, a été promue au dit poste. Afin d'officialiser cette nomination, le conseil doit adopter l'arrêté municipal authentifiant le poste. De plus, il est aussi jugé opportun de procéder à la nomination d'Éric Picard en tant que greffier suppléant en attendant l'embauche d'un nouveau candidat.

Révision de la procédure de la liste d'attente à la Garderie Bouts de chou

La directrice des services sociaux, Brigitte Bouffard, a soumis un rapport au conseil municipal proposant des modifications à la politique concernant la liste d'attente des inscriptions à la Garderie Bouts de chou, et les élus ont adopté un arrêté municipal pour appliquer la politique et ses procédures.

« Considérant la demande élevée des services de garde et dans le but de mieux desservir les contribuables de la Ville de Hearst, il est proposé de prioriser les résidents aux non-résidents sur la liste d'attente, puisque les taxes municipales soutiennent financièrement une partie des opérations de la garderie. »

Les changements proposés de la nouvelle politique seront effectifs le 19 juin 2024. Désormais, les enfants dont les parents ou tuteurs légaux sont résidents de la ville jouiront d'une priorité d'inscription sur la liste d'attente. Une preuve de résidence ou une preuve de contribution aux taxes municipales sera exigée lors de l'inscription sur la liste d'attente. À noter que les demandes d'inscription des non-résidents

seront toujours acceptées, mais ces enfants seraient placés sur une liste d'attente différente. Les non-résidents de Hearst pourront avoir accès aux services de garde lorsque les besoins des résidents de Hearst seront comblés.

Nouvelles tourelles au columbarium

En mars 2023, le conseil municipal a autorisé l'expansion du jardin columbarium au cimetière Mgr Grenier avec l'ajout de deux courbes tourelles contenant un total de 208 niches. En prévision de l'installation de ces nouveaux modules, un appel d'offres a été lancé pour la construction des fondations et une allocation budgétaire de 77 000 \$ fut placée au budget capital pour couvrir cette dépense.

Le projet d'achat de tourelles columbarium détient une partie du budget en capital de 2024 pour une somme de 155 804 \$.

Sept entreprises ont récupéré les documents d'appel d'offres, mais une seule offre a été déposée, soit celle de Ward Inc. de Kapuskasing, au montant de 81 866,24 \$ plus TVH.

Une somme totale de 77 000 \$ avait été placée au budget capital 2024 envers la fabrication et l'installation des fondations nécessaires pour la mise en place des nouvelles tourelles columbarium. Bien que la dépense occasionne un manque à gagner de 6 307,08 \$ (comprenant la partie des taxes irrécupérables), la totalité des coûts sera éventuellement récupérée grâce aux revenus liés à la vente des niches.

Le personnel et le comité de Parcs et Loisirs recommandent donc d'aller de l'avant avec le projet et d'adopter une résolution autorisant la signature d'une entente avec Ward Inc. afin de permettre la fabrication et l'installation d'une fondation pour les nouvelles tourelles.

Retrait des fonds d'investissement municipaux de One Investment Funds

La trésorière de la Ville, Mireille Lemieux, a indiqué dans un rapport qu'un des investissements de fonds publics municipaux du portfolio de la Municipalité ne répondait plus aux critères de la Politique sur les investissements de la Ville de Hearst. Les investissements ont été présentés aux élus et Mme Lemieux souligne que seuls ceux de One Investment n'offrent pas un retour

sur investissement compétitif considérant les taux d'intérêt sur le marché à la suite de l'élévation du taux directeur.

Le rapport propose quatre options au conseil municipal et recommande de procéder avec la quatrième, soit d'utiliser ces fonds dans le but de devenir l'unique prêteur de la Corporation Hearst Connect. « Avec cette option, le prêt entier d'Infrastructure Ontario ayant une balance de 3 millions serait repayé. Une entente formelle incluant un échéancier de paiement d'intérêts serait établie avec la Corporation Hearst Connect pour repayer la Ville à un taux fixe plus élevé que le compte courant de la Ville. Avec cette entente, les revenus d'intérêts seraient versés à la Municipalité et non à Infrastructure Ontario. Un flux de revenus annuels de 98 100 \$ est estimé pour la Municipalité et pourrait être plus élevé si le taux directeur diminue. »

Le conseil a voté en faveur d'autoriser et diriger le personnel municipal à retirer les fonds d'investissement du portfolio One Investment Funds et négocier une entente avec la Corporation Hearst Connect dans le but de repayer l'entièreté du prêt avec Infrastructure Ontario, et de retirer l'item 1 des travaux en cours.



La sécurité, une priorité!

ATTENTION!

Restez toujours à l'écart des barrages. À proximité de ceux-ci, les conditions de l'eau peuvent changer rapidement.

RESPECTEZ TOUJOURS LES AVERTISSEMENTS!



Evolugen

1.877.986.4364

ontario.info@evolugen.com
evolugen.com/fr/securete

LE RADIO BINGO — SAMEDI 11 H — 1800 \$

Remboursement des frais d'adhésion à l'AFPO de George Graham

Par Renée-Pier Fontaine

Dans un rapport rédigé par l'administrateur en chef recommandant de rembourser les frais annuels pour que George Graham demeure un membre de l'Association des forestiers professionnels de l'Ontario. M. Graham offre un appui important à la Ville dans le dossier du caribou, siégeant au comité conseiller pour l'entente de conservation du caribou boréal en Ontario.

Ayant été à l'emploi du ministère des Ressources naturelles et des Forêts pendant plusieurs années, M. George Graham détient de nombreuses connaissances sur la forêt boréale et son habitat.

Afin de mettre à jour ses connaissances dans la matière et d'être en mesure d'appuyer

la Ville dans tout dossier de nature forestière, M. Graham doit maintenir son adhésion auprès de l'Association des forestiers professionnels de l'Ontario. Il a donc présenté une demande à la Ville de rembourser ses frais d'adhésion pour l'année 2024, vu son implication dans divers dossiers municipaux.

Toutefois, le comité des finances recommandait plutôt de refuser une telle demande, non prévue au budget, étant donné que la consigne est d'entreprendre les actions nécessaires pour rétablir les finances de la Municipalité.

Avant de faire passer la résolution proposée par le comité de finances, le maire Roger Sigouin a demandé au conseiller Picard de prendre sa

place pour qu'il puisse émettre un commentaire.

« Je suis un peu déçu, mais je comprends le comité qui a étudié ça comme ça. Je pense que ça venait autant de moi qu'on lui paye parce qu'il ne charge rien pour aller à l'extérieur de la ville. Il voyage avec moi, il paye ses repas, etc. Il a une certaine expertise sur la forêt que moi je n'ai pas quand on rencontre ces groupes d'intérêts là ou même le gouvernement. George pose des questions que moi je ne pourrais pas poser. Disons par exemple lors de sujets chauds, lorsque George est à la table, je fais la partie politique et il fait la partie technique. Selon moi, la Ville s'en sort à bon prix avec ça, et il n'y a pas d'autres dépenses qui sont

incluses pour son travail. »

Quant au conseiller Lemaire, il décrit le travail de M. Graham comme celui d'une personne-ressource aussi valable qu'un avocat lorsque vient le temps de demander conseil dans son champ d'expertise. « **Le danger de refuser cette demande c'est qu'il décide de ne plus nous aider avec les dossiers forestiers.** »

Lors de l'adoption de la résolution, trois membres du conseil ont voté en faveur et trois ont voté contre, la résolution a donc été rejetée. Pour qu'une résolution soit adoptée, il faut un vote majoritaire plus un.

Le logement abordable revient sur la table du comité de logement de Hearst

Par Renée-Pier Fontaine

À titre de président du comité de logement, le conseiller Daniel Lemaire a expliqué à ses pairs ce qui s'était dit lors de la dernière réunion. Étant donné que la Municipalité a décidé de mettre l'accent sur le PAC – Logement et de laisser de côté la portion logements abordables pour le moment,

le comité de logement a voté en faveur de demander l'appui du Conseil d'administration des services sociaux du district de Cochrane (CASSDC) dans ses démarches pour la création de logements abordables à Hearst.

Le rapport de réunion indique qu'une rencontre a eu lieu il y a

plusieurs semaines entre Brian Marks ainsi que Lindsay Cummings du CASSDC et le maire Roger Sigouin, le conseiller Daniel Lemaire ainsi que l'administrateur en chef, Éric Picard.

Les représentants du CASSDC demandent le soutien de la Ville de Hearst sous forme de don de terrain municipal, afin de bâtir un immeuble à logements abordables de six unités.

Ils demandent également le soutien de la Ville auprès du Rural Ontario Municipal Association (ROMA) dans le but d'avoir moins d'obstacles à franchir pour réaliser ce projet.

Eric Picard et Kory Hautcoeur devaient rencontrer Antoine Vézina du CASSDC la semaine dernière dans le but de discuter dudit projet.

Recrutement de main-d'œuvre

Lors de la réunion du conseil municipal, conseiller Lemaire rappelle que dans le même projet initial du PAC il y a une portion main-d'œuvre qui avait été étudiée

et mise de côté aussi.

M. Lemaire désire trouver sous quel angle le conseil municipal pourrait explorer la question du recrutement de main-d'œuvre pour la Municipalité. « S'il y a un manque dans le moment, le manque va juste devenir plus grand dans le futur. Donc après discussion, Mireille Lemieux a avisé que des fonds sont disponibles auprès de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) pour des programmes de stagiaires, qui couvriraient 75 % du salaire d'un employé pour un an. »

Toujours lors de la réunion du comité de logement, le conseiller Lemaire recommande d'ajouter au poste de directeur(trice) des services de développement économique le mandat du recrutement de main-d'œuvre dans la communauté.

Il va de soi que des logements doivent être disponibles pour accommoder la main-d'œuvre.

Paroisse de Mattice - Val Côté Parish

Tirage / Draw

50/50

7 juillet 2024 / July 7th 2024

info:
etransfer : paroisse.mattice@gmail.com

10\$

Rosanne 705-372-8561
Adrienne 705-364-3486
Marielle 705-364-4561

Permis # : M784362

Vous voulez faire connaître votre entreprise ?
Contactez notre conseillère en publicité :
vente@hearstmedias.ca

NORTHLAND SEASONAL STORAGE

- Ventes et locations
- Conteneurs 20 et 40 pieds
- Unités de location sur site
- Stationnement saisonnier
- Location et entreposage de mobiles
- Chasse-neige et répandueuses
- Poêle à bois, à granules et barbecues
- Services de remorques à plateforme surbaissée

PROPRIÉTAIRE ET OPÉRATEUR

Stephane Deschamps

Après les heures de bureau :
705 335-0415

149 route 11 Est, Moonbeam, ON P0L 1V0
705-332-1414
www.northlandstorage.ca

Allocation budgétaire supplémentaire pour le projet de pompe à vide à haut rendement

Par Renée-Pier Fontaine

Le conseil municipal a décidé d'autoriser la signature d'un accord avec Interpump pour le projet de pompe à vide à grande hauteur au coût de 51 081,05 \$ + TVH, et de financer le déficit à partir du budget de l'eau de l'année prochaine, tout en appliquant les économies réalisées sur d'autres projets d'investissement à l'emprunt.

En résumé, le système d'amorçage assisté par le vide est un dispositif mécanique basé sur un compresseur qui permet de maintenir les pompes de grande hauteur en état de fonctionnement en les gardant remplies d'eau.

De plus, le système d'amorçage à vide a été identifié il y a plusieurs années comme devant être remplacé, mais le projet a été mis de côté pour répondre à des besoins plus urgents. Le coût initial était estimé à 20 000 \$. Toutefois, ce

montant est désuet suivant la hausse des coûts reliée à l'achat de l'équipement. Un appel d'offres officiel a permis d'estimer les coûts actuels à 51 000 \$, sans compter un montant supplémentaire d'environ 10 000 \$ pour l'installation.

« Le montant actuellement prévu au budget est de 20 000 \$, alors que l'offre la plus basse reçue pour l'équipement, de la société Interpump, est de 51 081,05 \$, ce qui laisse un manque à gagner de 31 000 \$ », peut-on lire dans le rapport du directeur du service d'ingénierie et des travaux publics. Selon M. Léonard, après avoir eu une discussion avec l'Agence ontarienne des eaux, des économies sont prévues dans d'autres projets, mais elles ne sont pas suffisantes pour couvrir la différence.

« Par conséquent, afin de terminer les travaux et d'assurer le bon fonctionnement de

l'approvisionnement en eau potable, il est conseillé d'emprunter sur le budget de l'eau de l'année prochaine pour financer le projet, même s'il s'agit d'une pratique que nous préférons

éviter. Les économies réalisées sur d'autres projets d'investissement seraient imputées sur l'emprunt de l'année prochaine », explique l'ingénieur municipal, Luc Léonard, dans son rapport.

**POUR ARRIVER
SAIN ET SAUF,
NE CONDUISEZ PAS
AVEC LES FACULTÉS
AFFAIBLIES**



ATTENTION VÉTÉRANS

*L'agent du service de la Légion royale canadienne
Sherry Culling*

sera à Hearst durant la semaine du **24 juin 2024** pour aider toute personne souhaitant obtenir des informations, des conseils ou du soutien des Anciens Combattants Canada concernant

◇ Pensions d'invalidité ◇

◆ Traitement des anciens combattants autorisés ◆

◇ Demande de coquelicots / fonds de bienfaisance ◇

◆ Appel contre les décisions défavorables d'ACC ◆

◇ Droit des veuves ◇

Il n'est pas nécessaire d'être membre de la Légion pour demander un entretien.

Téléphonez à Lise, au 705 373-0567,
pour prendre un rendez-vous
avant le 21 juin.

Ce service gratuit est offert par la Légion.



ATTENTION VETERANS

*The Royal Canadian Legion's Service Officer
Sherry Culling*

will be in Hearst the week of **June 24th 2024** for anyone wishing information, advice or assistance regarding

◇ Veterans Affairs Canada Disability Pensions/Awards ◇

◆ Treatment for Entitled Veterans ◆

◇ Application for Poppy/Benevolent Funds ◇

◆ Appeals against unfavourable VAC Decisions ◆

◇ Widows ◇

You do not have to be a Legion Member to request an interview.

Call Lise, at (705) 373-0567,
to book an appointment
before June 21st.

A free service offered by the Legion.



Votre voyante Krystal
prédit de grands changements
à l'Hôtel de Ville?

Pour avoir l'heure juste,
consultez plutôt
votre journal local! ✓



LEJOURNALLENORD.COM

SPECTACLE GRATUIT



**GÉRALD
ST-PIERRE**

SES MUSICIENS

YVES AYOTTE

MAURICE LEPAGE

MARCEL MARCOTTE

STEVE Mc INNIS

**FÊTE du
Canada
DAY**

**LUNDI 1^{ER} JUILLET 20 h
PAVILLON ESPACE HEARST**

Possible grève à la LCBO cet été

Par Émilie Gougeon-Pelletier - IJL – Réseau.Presse – Le Droit

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) pourrait devoir fermer ses points de vente dès le 5 juillet si le syndicat décide d'aller de l'avant avec sa menace de débrayage.

Les 8000 employés de la LCBO membres du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) ont récemment voté à 97 % en faveur d'une grève si une entente de principe ne peut pas être conclue.

Mardi, la présidente du comité de négociation, Colleen MacLeod, a annoncé que l'heure butoir pour une grève a été fixée à 0 h 01, le 5 juillet.

Des pourparlers sont en cours, mais la partie patronale « ne négocie pas de bonne foi », accuse Colleen MacLeod, qui estime que le gouvernement Ford n'a pas à cœur les intérêts des employés de la LCBO.

Vente d'alcool dans les dépanneurs

La province a récemment décidé de devancer son plan de permettre la vente d'alcool dans les dépanneurs et les épicerie de la province.

Ce plan accéléré, qui sera

progressivement mis en œuvre à compter du mois d'août, permettra à 8500 nouveaux commerçants de vendre du vin, de la bière et des boissons prémélangées, ce qui risque de réduire les revenus de la Régie des alcools de l'Ontario.

Le syndicat est convaincu que cette politique entraînera des pertes d'emplois et la fermeture de succursales de la LCBO.

« Nous croyons que la LCBO et ses travailleurs devraient être au cœur de l'élargissement du marché », a soutenu Colleen MacLeod. « Le premier ministre Ford essaie de nous vendre une mauvaise affaire, une affaire qui cède une plus grande part du marché de l'alcool aux grands épiciers et aux chaînes de dépanneurs comme Loblaws et Circle K », a-t-elle indiqué.

« Il est décevant que le SEFPO puisse se diriger vers une grève inutile qui menace la capacité des gens à profiter de leur été », a déploré dans un courriel un porte-parole du ministre des Finances, Peter Bethlenfalvy.

« Même si nous espérons que le SEFPO donnera la priorité aux consommateurs en travaillant de



Les 8000 employés de la LCBO membres du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario ont récemment voté à 97 % en faveur d'une grève si une entente de principe ne peut pas être conclue. (Archives Le Droit)

manière constructive à la table de négociation pour parvenir à un accord, nous n'avons jamais été aussi déterminés qu'aujourd'hui à tenir notre promesse d'offrir plus de choix et de commodité en matière de bière, de cidre, de vin et de boissons prémélangées dans les dépanneurs, les épicerie et les magasins à grande surface », a-t-il ajouté.

Le syndicat ne « cherche pas à déclencher une grève pour rien », a noté JP Hornick, qui est à la présidence du SEFPO.

Selon JP Hornick, il reste « un certain nombre de mesures qui peuvent être prises si l'employeur est prêt à s'engager ».

Le SEFPO espère pouvoir offrir de meilleurs salaires aux employés de la LCBO et une plus grande sécurité d'emploi.

Médiation

L'administration de la LCBO a mentionné dans un communiqué publié lundi qu'elle espère toujours qu'un accord puisse être conclu.

Pineapple
 LICENCE #12830
Isabelle Lapierre
 Agente hypothécaire, Niveau 2
 Licence #M21001434
 705 372-8079
 isabelle@keyequity.ca
 Achat - Transfert - Refinancement

FÊTE du Canada DAY

1^{ER} JUILLET 14 h

TOURNOI DE WASHER

10 \$ / JOUEUR

TOURNOI INDIVIDUEL MIXTE

PRÉSENTÉ PAR

Légion

Filiale 173

LA FÊTE DU CANADA, ORGANISÉE PAR LES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE ET PRÉSENTÉE PAR LE CLUB ROTARY

Atlantic Power - Expert Chevrolet, Buick, GMC - Straight Line Plumbing - Canadian Tire Collège Boréal - Hôtel-Motel Companion - HOGS - Fondation de l'Hôpital Reddy's Indépendant - Chevaliers de Colomb - Foyer des Pionniers

Ne montrez pas vos enfants sur Internet, prévient une experte

Par Émilie Gougeon-Pelletier - IJL – Réseau.Presse – Le Droit

À l'ère de l'intelligence artificielle, les parents devraient éviter d'exposer leurs enfants sur les réseaux sociaux, prévient une experte qui incite les gouvernements à conscientiser la population au sujet de la cybersécurité chez les jeunes.

Avec l'intelligence artificielle, les enfants sont de plus en plus vulnérables en raison des technologies de manipulation des images, avertit la spécialiste de la lutte contre l'exploitation des enfants sur Internet, Charlene Doak-Gebauer.

« Ces technologies de manipulation sont disponibles partout sur Internet, dit-elle. Et ce que font les prédateurs, c'est de transformer les photos des jeunes qu'ils trouvent sur Internet en matériel pédopornographique, de sorte qu'une photo innocente du visage d'un enfant devienne du contenu triple X. »

Souvent, ce sont les parents qui ont rendu ces images disponibles en les publiant sur les réseaux sociaux, note Charlene Doak-Gebauer, qui a fondé en 2015 l'organisme de bienfaisance Premier Sens Internet pour protéger les enfants contre l'exploitation sur Internet et pour éduquer le public contre ce type de prédateurs.

Depuis environ huit ans, elle conseille aux parents de « ne jamais publier de photos de leurs enfants sur les réseaux sociaux ». « Les parents peuvent penser que leurs réseaux sociaux sont privés, que personne ne peut pénétrer leurs profils, mais c'est pourtant très facile de le faire. »

Leurre en ligne

Le « leurre en ligne » survient lorsqu'un adulte communique avec un enfant sur Internet dans le but de commettre une infraction sexuelle. Il s'agit de l'infraction sexuelle en ligne contre des enfants la plus souvent rapportée à la police au pays, selon Statistique Canada.

Le Centre canadien de protection de l'enfance a noté, entre 2018 et 2022, une augmentation de 815 % des signalements de leurre en ligne via la ligne nationale de signalements.

Au cours de la même période, les données déclarées par la police ont révélé une augmentation de 53 % des incidents de ce genre.

Conscientiser la population

À l'automne 2023, la députée libérale d'Ottawa-Vanier Lucille Collard a déposé un projet de loi à l'Assemblée législative de l'Ontario visant à faire du mois de septembre le « Mois de la sécurité et de la protection de la vie privée des enfants en ligne ».

En lisant ces données, et en se basant sur l'expertise de Charlene Doak-Gebauer, elle a voulu s'assurer que dès la rentrée scolaire, les élèves et les parents en apprennent plus sur les risques encourus sur Internet.

« Moi aussi, j'ai eu des enjeux à savoir qu'est-ce que je devais faire pour bien protéger mes enfants, une fois que j'ai été obligée d'accepter de leur donner un téléphone cellulaire », a noté la députée provinciale, en conférence de presse à Queen's Park, le 6 juin dernier.

Ce jour-là, son projet de loi a été débattu en Chambre, et a été renvoyé au Comité permanent de la politique sociale.

Elle espérait le voir adopté avant l'arrivée du mois de septembre 2024, mais le gouvernement Ford a



Lucille Collard Crédit : Simon-Seguine-Bertrand, Le Droit

annoncé la semaine dernière que les élus ne seraient pas de retour en Chambre avant le mois d'octobre. S'il est adopté, le projet de loi 133 de Lucille Collard comprendrait aussi un ajout au curriculum du système d'éducation de l'Ontario concernant la protection des enfants contre les dangers de l'Internet.

Le Mois de la sécurité et de la protection de la vie privée des enfants en ligne deviendrait donc une occasion de « souligner l'importance de la supervision, de l'éducation et de la responsabilité numériques », selon la députée.

DEUX LECTURES DIFFÉRENTES



JAGMEET SINGH

VOTRE TROUSSE D'URGENCE



De la nourriture non périssable (n'oubliez pas la nourriture de Fido)



De l'eau embouteillée



Documents importants et une liste des personnes à joindre en cas d'urgence



Un chargeur portable pour votre téléphone cellulaire

Une trousse de premiers soins



Une radio à piles



**PRENEZ GARDE À LA
DÉSINFORMATION.
LE JOURNAL LE NORD
EST UNE SOURCE FIABLE!**

La Saint-Jean-Baptiste

24 juin 2024



Lancée comme fête païenne au XVIIe siècle pour célébrer le solstice d'été et récupérée par l'Église catholique au XIXe siècle, la Saint-Jean-Baptiste est aujourd'hui une grande célébration de l'identité francophone au Canada.

Lors d'un banquet patriotique organisé par le journaliste et homme politique Ludger Duvernay à Montréal, George Étienne Cartier, l'un des futurs Pères de la Confédération, a interprété pour la toute première fois le chant Ô Canada! mon pays! mes amours! dont il avait écrit les paroles sur l'air de la chanson française Je suis Français, mon pays avant tout.

Le répertoire musical patriotique de l'époque comprenait aussi la chanson Vive la Canadienne, qui a fait office d'hymne des Canadiens français pendant une quarantaine d'années.

Le 24 juin 1880, lors d'un grand banquet auquel assistaient 500 convives à Québec, trois groupes de musiciens interprètent le Ô Canada pour la toute première fois. Le chant, dont la musique a

été composée

par le « musicien national du Canada » Calixa Lavallée et dont les paroles ont été écrites par le juge Adolphe-Basile Routhier, est interprété à nouveau le lendemain devant une galerie de 6000 personnes.

Cependant, il a fallu attendre le 15 mars 1967 pour qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes approuve officiellement le Ô Canada comme hymne officiel, en français et en anglais. Malgré cette reconnaissance, ce n'est que le 1er juillet 1980, soit 100 ans et 7 jours après la première interprétation, que la Loi sur l'hymne national est adoptée.

Manifestations identitaires

Même si au début du XIXe siècle la Saint-Jean-Baptiste était une célébration entre des représentants d'une classe supérieure à Montréal, elle est devenue rapidement une manifestation de l'identité canadienne-française dans plusieurs régions du Bas-Canada, puis du Haut-Canada, avant de se répandre aux quatre coins du Dominion du Canada après

1867.

À l'instar des Irlandais à la Saint-Patrick, des Écossais à la Saint-André et des Anglais à la Saint-Georges, les Canadiens (comprendre ici les francophones) ont organisé leur tout premier défilé de la Saint-Jean-Baptiste, en 1843. Ils voulaient ainsi affirmer la présence canadienne-française à Montréal.

L'organisation de défilés a rapidement pris de l'ampleur dans les villes et villages où se trouvaient des francophones. La force du rassemblement des Canadiens français pendant les défilés envoyait un message d'unité et de fierté aux autres communautés.

Le petit saint Jean-Baptiste

Qui dit défilé de la Saint-Jean dit petit saint Jean-Baptiste aux cheveux blonds et bouclés accompagné d'un mouton.

C'est en fait en 1866 que la première incarnation du saint patron des Canadiens français a fait son apparition dans un défilé de la Saint-Jean. La tradition a perduré pendant une centaine d'années jusqu'à ce que la fête revête un caractère plus politique, notamment au Québec, après la Révolution tranquille.

De nos jours, les défilés de la Saint-Jean-Baptiste sont moins répandus dans les collectivités francophones.

Au Canada, la fête des Canadiens français est soulignée notamment lors de journées familiales où se côtoient arts visuels, musique, théâtre, grands repas et autres divertissements.



Il est important de souligner cette belle journée de la francophonie canadienne.

Bonne St-Jean-Baptiste à tous les auditeurs de CINN 91,1

Bonne fête de la St-Jean Baptiste
Célébrons notre langue et la culture francophone






Carol Hughes, Députée
 Algoma-Manitoulin-Kapuskasing
 carol.hughes@parl.gc.ca

Guy Bourguoin, Député
 Mushkegowuk - Baie James
 gbourguoin-co@ndp.on.ca

Services en français : « On nous prend pour une erreur administrative »

Par Émilie Gougeon-Pelletier - IJL - Réseau.Presse - Le Droit

Le gouvernement Ford et la chaîne Staples Canada ont signé un contrat qui comportait une « erreur administrative » au sujet des services en français fournis dans un nouveau kiosque de ServiceOntario. Les partis d'opposition en Ontario craignent qu'en réalité, ces deux nouveaux partenaires n'aient tout simplement pas pensé aux besoins des francophones quand ils ont conclu l'entente.

En janvier dernier, Queen's Park s'est entendu avec la chaîne Staples (Bureau en gros) pour l'ouverture de comptoirs de ServiceOntario dans certaines succursales.

Quand Doug Ford en a fait l'annonce, les Franco-Ontariens se sont inquiétés que leur droit d'être servis dans leur langue ne soit pas pris en compte.

En se rendant aux points de services gouvernementaux des succursales de Staples situées dans des zones désignées bilingues par le gouvernement provincial, Le Droit a été confronté à une absence de l'offre « active » des services en français et à des informations erronées sur les règlements concernant les langues officielles.

Nous avons aussi appris que les services en français qui devaient être fournis dans l'un des nouveaux kiosques de ServiceOntario récemment ouvert chez Staples, à Toronto, ont fait l'objet d'une « erreur administrative ».

« C'est exactement ce que l'on craignait », dénonce la députée néodémocrate franco-ontarienne, France Gélinas.

Régions désignées bilingues

En plus du contrat régissant cette entente, le ministère des Services au public et aux entreprises et le PDG de Staples, David Boone, ont signé une autre série de documents, des addendums, que Le Droit a obtenu en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Dans ces documents, le ministère et chacune des succursales situées dans des régions désignées bilingues se sont entendus sur leurs obligations en vertu de la Loi sur les

Services en français.

Cette loi garantit aux Franco-Ontariens situés dans les 27 régions désignées « bilingues » une offre de services gouvernementaux dans la langue officielle de leur choix, soit l'anglais ou le français.

Parmi les huit succursales Staples initialement choisies dans le cadre de ce « projet pilote », trois sont situées dans des régions désignées bilingues. Elles sont à Welland, à Scarborough et à Toronto.

Toutefois, dans le document signé par le ministère et Staples Canada concernant la succursale torontoise, on peut lire que « non », ce commerce en particulier ne serait pas situé dans une région désignée bilingue. Ainsi, on y lit que le kiosque de ServiceOntario qui y a été installé ne serait pas dans l'obligation de respecter l'offre active de services dans les deux langues officielles.

Pourtant, la ville-reine est sur la liste des régions désignées depuis 1990. Le centre ServiceOntario du magasin Staples Canada en question « offre des services en français et en anglais », a assuré dans un courriel Matthew D'Amico, l'attaché de presse du ministre des Services au public et aux entreprises, Todd McCarthy.

Une porte-parole de Staples Canada, Kathleen Stelmach, nous a dit la même chose.

Erreur administrative

Dans ce cas, pourquoi le ministère et le PDG de Staples Canada ont-ils signé un contrat qui stipulait que la succursale torontoise n'était pas située dans une région désignée bilingue? La sélection de l'option « non » était une « erreur administrative », selon le ministère.

Cette erreur administrative n'a pas affecté la prestation des services en français, nous a-t-on assuré.

« On nous prend pour une erreur administrative », a rétorqué d'emblée la députée néodémocrate franco-ontarienne, France Gélinas, en entrevue avec Le Droit.

« Voilà ce qui arrive quand le gouvernement offre un contrat à une société américaine sans effectuer d'appel d'offres », accuse la députée de Nickel Belt, au nord de l'Ontario.

« On sait très bien que quand le processus normal n'est pas respecté, les francophones ne sont jamais au premier plan. Jamais, jamais, jamais. Chaque fois, on peut tenir pour acquis que la Loi sur les Services en français ne sera pas respectée », martèle France Gélinas.

Offre active?

Le Droit s'est rendu dans les succursales de Staples dont il est question, soit celles à Toronto, à Welland et à Scarborough, pour voir si les kiosques de ServiceOntario offraient des services en français de façon « active », comme le garantit la Loi sur les Services en français.

Dans chaque succursale, nous avons posé la même question : « Bonjour, pouvez-vous m'aider à ajouter l'accent aigu à mon nom sur ma carte-santé et mon permis de conduire ? »

À notre arrivée au kiosque de ServiceOntario du magasin Staples à Toronto, on nous a accueillis en français, mais personne n'était disponible pour nous offrir les services gouvernementaux demandés en français avant au moins une heure. À Welland, on nous a priés, en anglais, de revenir « dans quelques heures », puisque l'employée pouvant s'exprimer en français était « en réunion Zoom ».

À Scarborough, on nous a servi en français, mais on nous a dit que l'accent sur les cartes-santé et les permis de conduire n'était pas une option disponible en Ontario.

Ce l'est pourtant depuis 2022.

Dans chacune de ces succursales, on nous a assurés qu'il y avait au moins une personne employée de ServiceOntario qui pouvait s'exprimer en français.

Les services en français, une arrière-pensée?

France Gélinas se dit convaincue que les Franco-Ontariens n'étaient « même pas une arrière-pensée » pour le gouvernement Ford lorsqu'il a signé le contrat avec Staples Canada.

« C'est toujours ce qui arrive quand le gouvernement envoie les services au privé », déplore la députée du NPD ontarien.

« Je trouve ça vraiment décevant de voir que le ministère n'a peut-être pas fait le suivi pour s'assurer que les services en français soient offerts de façon active », a réagi le président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), Fabien Hébert.

« C'est clair qu'on a des défis avec la réglementation concernant les tierces parties, et je pense qu'il y a beaucoup d'incompréhensions de la part des personnes qui offrent ces services. C'est un des prochains règlements qui doivent être révisés dans la Loi », souligne-t-il.

L'AFO prépare actuellement des recommandations pour le gouvernement ontarien à ce sujet, affirme Fabien Hébert.

« On aimerait leur soumettre cela dans un futur proche », a-t-il précisé.

Responsabilité financière

Récemment, le Bureau de la responsabilité financière (BRF) a accepté de se pencher sur l'entente entre la province et Staples Canada concernant l'ouverture de kiosques de ServiceOntario, à la demande de la libérale Stephanie Bowman.

Celle-ci note que cette « erreur administrative » est « un nouvel exemple » qui démontre que cette entente a été conclue « sans réelle réflexion ».

« C'est une entente où l'on a oublié les Franco-Ontariens, et c'est un autre clou dans le cercueil de ce contrat rempli de failles », soutient la porte-parole du caucus libéral pour les finances.

« Le gouvernement dit que c'est un « projet pilote », mais on sait qu'il a l'intention d'ouvrir d'autres kiosques de ServiceOntario dans d'autres magasins sans même avoir pris le temps d'évaluer les résultats de la première vague du projet », remarque Stephanie Bowman.

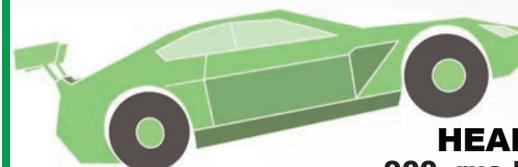
« Tous les centres ServiceOntario sont tenus de se conformer à la Loi sur les services en français. Lorsqu'un centre ServiceOntario est situé dans une zone de services en français désignée, les services sont offerts en français et en anglais », a indiqué l'attaché de presse du ministre McCarthy.

La St-Jean-Baptiste est l'occasion de célébrer une culture unique qui rayonne aux quatre coins du globe!



Bonne fête de la St-Jean-Baptiste!

CÉLÉBRONS L'IDENTITÉ FRANCOPHONE!



HEARST AUTO PARTS
900, rue Front - 705 362-7744

Langues officielles : des reculs inquiétants dans les institutions fédérales

Par Marianne Dépelteau – Francopresse

Un rapport sur les langues officielles dans les institutions fédérales confirme que ces dernières peinent à respecter leurs obligations. Malgré quelques améliorations, la situation s'est détériorée depuis 2017.

Dans son rapport annuel sur les langues officielles 2022-2023, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) reconnaît que les institutions fédérales présentent « encore des lacunes quant à la pleine conformité à la Loi sur les langues officielles (LLO) ».

D'après les conclusions du rapport, certaines institutions ont visiblement du mal à intégrer le concept de bilinguisme.

Parfois pire qu'avant

L'objectif n'est atteint pour aucune des obligations prévues par la LLO en matière de langue de travail. « On note des reculs pour la majorité des énoncés par rapport au cycle précédent », lit-on dans le rapport. Les institutions fédérales en région désignée bilingue doivent offrir aux fonctionnaires la formation ou les services de perfectionnement professionnel dans la langue de leur choix, une obligation respectée par 76 % des institutions en 2020-2023, contre 79 % en 2017-2020.

D'ailleurs, seulement la moitié des institutions indique « presque toujours » s'assurer d'offrir des cours en français ou en anglais aux

employés pour la progression de leur carrière.

Quant à l'offre de conditions et d'outils de travail qui favorisent le maintien d'acquis linguistiques, le SCT observe un recul de 14 points de pourcentage par rapport au cycle précédent.

Comme noté dans le document, moins d'institutions fédérales surveillent et évaluent la disponibilité et la qualité des services offerts dans les deux langues officielles au public qu'auparavant. Elles sont aussi moins nombreuses à évaluer l'impact de leurs décisions sur les langues officielles.

À l'énoncé « la haute direction communique de façon régulière dans les deux langues officielles avec les employés », un recul de 10 points de pourcentage est enregistré par rapport à 2017-2020. Pour les communications des cadres supérieurs, c'est un recul de 4 points.

Dans une réponse écrite à Francopresse, le Commissaire aux langues officielles, Raymond Thériège, se dit « particulièrement préoccupé » par la baisse de communication dans les deux langues.

Une question de leadership

« Ce n'est pas une situation qu'on peut améliorer aujourd'hui », a statué la présidente du Conseil du Trésor, Anita Anand, en mêlée de

presse le 18 juin.

« On doit continuer de bâtir le service public et un environnement de travail dans lequel tout le monde peut travailler dans les deux langues officielles. »

Pour elle, les cadres supérieurs doivent faire preuve de « leadership ». La section du rapport consacrée à cette question contient pourtant certains des meilleurs résultats.

En termes de respect des obligations linguistiques en gestion de crise ou dans le cadre d'une urgence, par exemple, un bond de 16 points de pourcentage par rapport à 2020-2021 a été observé.

« La haute direction doit exercer pleinement son leadership pour s'assurer que les droits et les obligations linguistiques soient respectés et que l'usage effectif des deux langues officielles demeure au cœur des priorités de la fonction publique », soutient Raymond Thériège.

Cet appel au leadership est écrit noir sur blanc dans le rapport du SCT, qui estime que « trop peu d'employés estiment pouvoir exercer leur droit de préparer des documents, de participer à des réunions ou de recevoir de la formation dans la langue officielle de leur choix ».

Plus précisément, seulement 49 % des institutions affirment que les réunions en région bilingue se déroulent « presque toujours »

dans les deux langues officielles. C'est d'ailleurs le même pourcentage qu'en 2017-2020.

Le porte-parole conservateur en matière de langues officielles, Joël Godin, croit que le leadership devrait partir de plus haut. « Lorsque la tête, c'est-à-dire le premier ministre, le conseil privé, les ministres et le gouvernement en soi ne prêchent pas par l'exemple, comment pouvons-nous influencer le reste de notre société? », confie-t-il à Francopresse.

Il se dit aussi déçu des délais liés à la réglementation de la nouvelle Loi sur les langues officielles et à l'adoption de décrets, car sans eux, la nouvelle Loi ne peut pas complètement entrer en vigueur.

La ministre Anand a indiqué dans un communiqué qu'elle prévoit de déposer un projet de règlement pour la mise en application de la nouvelle Loi au Parlement au début de l'année prochaine.

La grenouille dans le chaudron

Selon Joël Godin, le gouvernement est lent face à « l'urgence d'agir contre le déclin du français ».

« S'ils avaient eu la volonté de procéder rapidement pour arrêter le déclin du français, ne croyez-vous pas que le Conseil du Trésor aurait mis une équipe désignée pour rédiger des règlements le plus vite possible? [...] Moi je pense que oui. »

La porte-parole néodémocrate en matière de langues officielles, Niki Ashton, presse aussi le gouvernement de développer la réglementation. Selon elle, il « traîne des pieds ».

« Les libéraux nous disent que les institutions fédérales respectent "presque toujours" leurs obligations linguistiques envers la loi, mais "presque toujours" au sein de nos institutions publiques n'est pas suffisant », partage-t-elle dans une réponse écrite à Francopresse.

En mêlée de presse le 18 juin, le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, a illustré la situation de la façon suivante : « Un petit morceau à la fois, un emploi à la fois, un fonctionnaire à la fois, un facteur à la fois, un financement de la minorité anglophone de Montréal à la fois. Un "mais non, ce n'est pas grave" à la fois, "vous paniquez pour rien" à la fois, mais le français recule. »

Parlant d'une « grenouille dans le chaudron dont la température monte », il propose que celle-ci saute du chaudron, une référence imagée à l'indépendance du Québec.

24 juin
Bonne St-Jean!

Célébrons ensemble
la Saint-Jean-Baptiste
en portant fièrement
nos couleurs
franco-ontariennes!

 CONSEIL SCOLAIRE
CATHOLIQUE
DE DISTRICT DES
GRANDES
RIVIÈRES

800 465-9984
CSDGR.EDUCATION

Les Québécois et les francophones en situation minoritaire se serrent les coudes

Par Marianne Dépelteau – Francopresse

La relation entre le Québec et les francophones en situation minoritaire profite d'un élan grâce à la nouvelle Loi sur les langues officielles. Le déclin du français semble les rapprocher à l'échelle institutionnelle.

Pendant longtemps, les droits linguistiques des francophones en contexte minoritaire et ceux des anglophones du Québec ont été traités de manière symétrique, provoquant une réaction de défense de la seule province, qui craignait de voir le français menacé par l'avancée des droits pour les Anglo-Québécois.

Le directeur général de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), Alain Dupuis, rappelle que le Québec est déjà intervenu en Cour suprême dans des causes linguistiques pour défendre la protection de ses compétences provinciales, et ce, même au détriment des francophones du reste du pays. « Je pense que la nouvelle loi nous aide et devrait changer le discours politique autour du français », déclare-t-il. Le responsable se réjouit de voir le principe d'asymétrie incorporé dans la nouvelle Loi sur les langues officielles, modernisée en juin 2023.

Le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne du Québec, Jean-François Roberge, partage cet enthousiasme : « Le fédéral et certains groupes mal

intentionnés ne peuvent plus nous jouer les uns contre les autres. Ça, ça va être durablement gagnant. » Il rappelle qu'avant la modernisation de la loi, l'approche symétrique « amenait de l'incompréhension et des prises de position malheureuses ». « Mais maintenant que le fédéral, sous l'impulsion de la FCFA, mais aussi du Québec, a changé sa perspective, qu'il reconnaît que bien que majoritaire, le français est vulnérable au Québec, je pense que ça améliore nos solidarités », estime le ministre.

Un combat similaire

« Il ne faut pas segmenter la francophonie, avertit Alain Dupuis. Il faut aussi penser aux francophones qui habitent sur le territoire canadien comme un tout [...]. Les identités sont [multiples] [...], mais cette solidarité-là et une connaissance accrue ne peuvent que nous bénéficier collectivement. »

Au Québec comme dans le reste du Canada, le français perd de la vitesse. Même si le nombre de francophones augmente, leur poids démographique ne suit pas celui des anglophones et des allophones. Un rapprochement permettra « aux partenaires de discuter des moyens, des outils, qui vont nous permettre [...] essentiellement de réduire, du moins, le déclin [et éventuellement] changer la tendance », estime le président-directeur général du Centre de la francophonie des Amériques, Sylvain Lavoie.

Alain Dupuis considère que « le

Québec se réveille à la question du déclin », et que la francophonie en situation minoritaire a de l'expertise à lui offrir, et vice-versa.

« Réapprendre à se connaître »

« Est-ce que la majorité des Québécois connaissent la francophonie canadienne, savent qui nous sommes? La réponse est non », affirme Alain Dupuis. Selon lui, il faut surmonter ce défi structurel par des initiatives grand public.

Les partenariats entre organismes sont un départ, mais il faut aussi réfléchir à des initiatives dans le domaine de l'éducation afin de mieux enseigner l'histoire et la « résilience » de la francophonie canadienne, dit-il.

Des curriculums à revoir?

Dans une analyse de curriculums, Jennifer Wallner et Stéphanie Chouinard relèvent des différences entre ceux de l'Ontario et celui du Québec.

Ce dernier présenterait un récit « expressément dédié à la promotion d'un récit national particulier sur l'histoire de la province et du pays, les Québécois en tant que nation, et une orientation générale vers l'intérieur du sujet ».

L'information passe aussi par les médias, ajoute le directeur. « Souvent, dans les médias québécois lorsqu'on parle de la francophonie canadienne, on parle du déclin du français, on parle des défis de l'assimilation. »

« Oui, l'assimilation existe. Oui, il

faut toujours se battre pour vivre en français, mais il y a aussi énormément de belles choses, de résilience, de bonnes pratiques et d'expertise qui se sont développées en francophonie canadienne et qui pourraient être utiles », souligne-t-il.

Jean-François Roberge reconnaît le défi que peut poser cette méconnaissance. « C'est pour ça qu'on a créé la Journée québécoise de la francophonie canadienne, rappelle-t-il. On a voulu interpeler les Québécois sur l'existence et la vitalité de la francophonie canadienne. »

Cette journée permet aux gens de « prendre conscience qu'ils ne sont pas seuls », ajoute-t-il. « Autant aux Québécois qu'ils ne sont pas les seuls francophones au Canada, mais aussi que toutes les communautés comprennent qu'ils ont un allié important au Québec. »

« Au départ, on devait réapprendre à se connaître », reconnaît Sylvain Lavoie. « Avec la troisième Mobilisation franco, on a vu un grand engouement, tant du côté québécois que de la francophonie canadienne, de vouloir échanger. »

« Je suis originaire du Nouveau-Brunswick [et quand] je suis arrivé au Québec, j'ai découvert des gens passionnés, très intéressés d'en connaître davantage sur ce qui se passe en francophonie canadienne. Et je sens de plus en plus les gens de la francophonie canadienne qui souhaitent en apprendre plus sur ce qui se passe au Québec. »

ESPACE JEUX POUR ENFANTS - CETTE ANNÉE, C'EST SUR LES DEUX PATINOIRES

ENTRÉE GRATUITE

Lundi 1er juillet au Centre récréatif Claude-Larose de midi à 17 h. Entrée gratuite grâce à la grande générosité du Club Rotary et de la Légion de Hearst.

LA FÊTE DU CANADA, ORGANISÉE PAR LES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE ET PRÉSENTÉE PAR LE CLUB ROTARY

LES Médias de l'épinette noire | JOURNAL LE NORD | CINN911.COM | Rotary |

CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE DE DISTRICT DES GRANDES VIERES | VILLENEUVE CONSTRUCTION | www.kermesse.ca | Corporation développement hearst Development Corporation | Caisse Alliance | Légion Filiale 173 | CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONALE REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT CORPORATION |

AGNICO EAGLE COMPLEXE MINIER LARONDE | BÂTISSEURS STRATEGIK Builders | cspne.ca | Atlantic Power - Expert Chevrolet, Buick, GMC - Straight Line Plumbing - Canadian Tire Collège Boréal - Hôtel-Motel Companion - HOGS - Fondation de l'Hôpital Reddy's Indépendant - Chevaliers de Colomb - Foyer des Pionniers

Scannez pour voir notre circulaire numérique complète



Independent
Your Independent Grocer

PRIX DE LA CIRCULAIRE EN VIGUEUR DU JEUDI 20 AU MERCREDI 26 JUIN 2024

L'été, c'est le temps des barbecues



SAUCISSES SMOKIES™ PC®
Variétés sélectionnées
1 KG

20732535_EA/20733617_EA

14\$



PRÉPARÉS EN MAGASIN

CANADA
KEBAB DE SURLONGE DE BŒUF
COUPE DE BŒUF DE QUALITÉ AA OU SUPÉRIEURE
30,84/KG

21462765_KG

13.99
LB



PRÉPARÉS EN MAGASIN

FRUIT EXOTIQUE OU KEBABS DE LÉGUMES
Variétés sélectionnées
(2)

21456945_KG/21456957_KG

6\$

FRAICHEMENT PRÉPARÉS EN MAGASIN

SAUCISSES DE PORC FRAICHES
Variétés sélectionnées
15,41 KG

20709041_KG/20709042_KG

6.99
LB



BURGERS AU BŒUF SUFRA HALAL
Surgelés
907 G

20709041_KG/20709042_KG

22.99

Entente Google : les médias de langues minoritaires sur leurs gardes

Par Marianne Dépelteau – Francopresse

Google voulait un seul interlocuteur et il l'a trouvé. Le Collectif Canadien de Journalisme (CCJ) distribuera les 100 millions de dollars versés par le géant aux médias en vertu de l'exemption obtenue face à la Loi sur les nouvelles en ligne (anciennement projet de loi C-18).

Le collectif est formé de représentants de 12 médias indépendants qui couvrent, entre autres, l'actualité québécoise (francophone et anglophone), communautaire, autochtone et des communautés noires.

On y retrouve le média indépendant québécois Pivot, la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec et l'Association canadienne des usagers et stations de la télévision communautaire (CACTUS).

Avant que Google prenne cette décision, les plus petits médias du pays étaient tout sauf rassurés. Le géant numérique a évalué quelques propositions de collectifs, dont une qui, du point de vue de ces médias, leur faisait peu de place.

« La structure proposée risquait de favoriser davantage les grandes organisations, au détriment des plus petites organisations comme la nôtre », disait René Chiasson,



Google a choisi le collectif qui distribuera les fonds aux médias canadiens. Photo : Pixabay

coprésident de Réseau.Presse dans un courriel.

Certains acteurs s'inquiétaient aussi de la place du privé dans cette proposition.

Celle choisie par Google, en revanche, réjouit Réseau.Presse. « Nous sommes particulièrement heureux de constater que [le collectif] est constitué d'organisations qui représentent des médias locaux, tout comme les journaux membres de Réseau.Presse, et que nous partageons plusieurs des mêmes défis et enjeux au sein de l'espace médiatique canadien »,

déclare René Chiasson dans une nouvelle réponse écrite à Francopresse (Réseau.Presse est l'éditeur de Francopresse, NDLR).

« Nous sommes impatients de collaborer avec le nouveau collectif et de discuter des enjeux spécifiques auxquels sont confrontés les médias en situation minoritaire linguistique. »

L'importance de consulter les minorités linguistiques

« Notre principal souci est que le collectif ne consulte pas les médias de langue officielle en situation minoritaire », exprime de son côté

la directrice générale de l'Association des journaux régionaux du Québec (AJRQ), Ilka de Laat, qui représente les journaux anglophones.

Même si elle se dit heureuse de voir un groupe formé de petits médias et de médias indépendants, la directrice remarque qu'il ne compte aucun représentant officiel des médias de langue officielle en situation minoritaire.

« Nous sentons souvent que ces médias ne sont pas à la table de plusieurs discussions qui ont lieu à l'échelle nationale. »

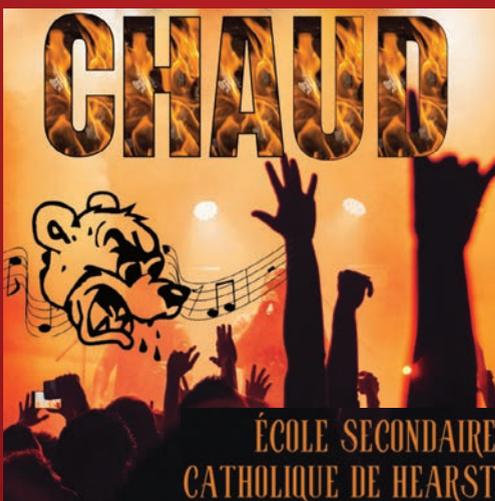
Persuadée que le CCJ sera juste à l'égard des membres de l'AJRQ, elle rappelle que ce processus avec Google reste nouveau et qu'il faut se rappeler d'inclure les médias de langues minoritaires dans les discussions.

« Il n'y a pas vraiment de définition claire de comment ils vont représenter les minorités linguistiques officielles. Je pense que c'est notre seule inquiétude en ce moment », conclut-elle.

Suite à la page 16

FÊTE DU CANADA 2024

DIMANCHE 30 JUIN, SOIRÉE SPECTACLE



Présentateur officiel



ENTRÉE
GRATUITE

PAVILLON
ESPACE
HEARST
19 h

4 GROUPES
LOCAUX

LA FÊTE DU CANADA EST ORGANISÉE GRÂCE À NOS GÉNÉREUX COMMANDITAIRES

LES
Médias
de l'épinette noire

JOURNAL
LE NORD
CINN911.com

Caisse
Alliance

Corporation développement
hearst
Development Corporation

AGNICO EAGLE
COMPLEXE MINIER LaRONDE

www.kermesse.ca



Entente Google : les médias de langues minoritaires sur leurs gardes (suite)

Par Marianne Dépelteau – Francopresse

Un collectif éphémère

« Nous sommes convaincus que leur approche est la plus conforme [aux] principes [de sélection] et qu'elle favorisera la diversité de l'écosystème canadien de l'information », a écrit Google dans un communiqué, au sujet du collectif choisi. Les principes en question sont les suivants : une diversité de la représentation, une structure de gouvernance rigoureuse, un niveau élevé de transparence et l'assurance que le plus de financement possible ira aux entreprises de nouvelles.

Le choix du CCJ est seulement valide pour la période d'exemption à la Loi sur les nouvelles en ligne négociée par Google avec le gouvernement fédéral, c'est-à-dire cinq ans.

Après cela, Google pourra demander un renouvellement de l'exemption et possiblement choisir un nouveau collectif pour distribuer les 100 millions de dollars.

Un collectif inclusif

Le président de l'entreprise médiatique autochtone Dadan Sivunivut, Jean LaRose, est administrateur par intérim au CCJ. « Nous avons travaillé très fort pour présenter une approche qui, à notre avis, était inclusive, transparente, et qui [avait] un niveau d'imputabilité très élevé »,



Pour Ilka de Laat, le risque d'oublier les médias de langue officielle en situation minoritaire est toujours présent. Photo de courtoisie

assure-t-il.

D'après lui, c'est d'ailleurs ce qui distinguait la proposition du CCJ des autres groupes qui sont passés sous les yeux de Google. « Le niveau d'imputabilité, mais aussi l'inclusion de tous les médias. »

« Notre but ultime est de s'assurer qu'une fois qu'on va être au courant de tous ceux qui se sont joints à l'initiative de Google, qu'on fasse des représentations et qu'on incorpore les groupes francophones hors Québec en même temps aussi. »

Lorsque la structure de gouvernance avancée par le collectif sera

acceptée, elle pourra être rendue publique et « tout le monde va voir qu'elle [...] donne à tous, du plus petit au plus gros, une voix égale », dit-il.

« Pour nous, c'est important que les nouveaux joueurs, les petits joueurs et les médias plus établis aient tous une voix équivalente. » Ceci devrait rassurer les plus petits médias qui craignaient que Google choisisse un modèle de gouvernance qui ne garantirait pas d'équité à leur égard.

Médias d'Info Canada s'était proposé de recevoir et distribuer le chèque de Google. L'organisation avait

même conclu une entente avec l'Association canadienne des radiodiffuseurs et CBC/Radio-Canada, qui soutenaient alors sa candidature.

Francopresse a contacté News Media Canada pour ses commentaires, mais n'a pas reçu de réponse avant l'heure de tombée.

Des critères inchangés

Néanmoins, Ilka de Laat rappelle que les critères d'admissibilité aux fonds régis par la loi demeurent les mêmes. Certains « disqualifient nos plus petits journaux », alerte-t-elle.

Pour être admissibles à une indemnisation, les médias doivent notamment employer l'équivalent d'au moins deux journalistes à temps plein. Cette exigence désavantage particulièrement les plus petites structures.

« Avec l'érosion de la publicité [notamment], plusieurs médias communautaires ont dû modifier leurs modèles d'affaires et, dans certains cas, éliminer des postes de journalistes à temps plein », souligne René Chiasson. « Plusieurs d'entre eux n'ont plus deux journalistes. »

Parmi les 98 médias communautaires de langue officielle en situation minoritaire, 96 % ne répondent pas aux critères d'admissibilité, estime le Consortium des médias communautaires.

Ariane Joazard-Bélizaire, porte-parole du Cabinet de la ministre du Patrimoine canadien, indique dans un courriel que les employés embauchés dans le cadre de l'Initiative de journalisme local (IJL) peuvent être pris en compte. Avec l'IJL, la proportion de médias communautaires inadmissibles passe de 96 % à 85 %.

Remise des diplômes

Cohorte 2024

Félicitations aux finissants et finissantes du CSCDGR!

L'avenir vous attend!

CSCDGR CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE DE DISTRICT DES GRANDES RIVIÈRES

CSCDGR.EDUCATION
800 465-9984

en français

S'IL VOUS PLAÎT

Les médias, source d'écoanxiété?

Par Camille Langlade – Francopresse

Les médias jouent un rôle clé dans la diffusion d'informations sur les enjeux environnementaux et dans la sensibilisation de la population. Si leur couverture peut parfois être source d'écoanxiété, elle peut aussi l'apaiser, en mettant en avant des solutions positives, pour pousser à l'action, sans décourager.

Mauvaise nouvelle après mauvaise nouvelle, on peut parfois avoir l'impression que les médias contribuent à nourrir le sentiment d'écoanxiété omniprésent.

Pourtant, leur rôle reste plus que jamais essentiel, insiste le journaliste américain Mark Hertsgaard, cofondateur et directeur exécutif de Covering Climate Now, une initiative mondiale qui vise à améliorer et intensifier la couverture médiatique de la crise climatique. Selon lui, les médias doivent non seulement informer à propos de l'urgence climatique, mais aussi mettre en lumière les solutions possibles et inspirer l'action politique. Et à ses yeux, ils sont encore loin du compte.

Francopresse : Quel rôle jouent les médias vis-à-vis de l'écoanxiété et de la crise climatique?

Mark Hertsgaard : Il est très important, quand on parle de la crise climatique et de l'anxiété compréhensible des gens à ce sujet, de comprendre qui est le véritable coupable.

Ce sont les entreprises de combustibles fossiles qui sont à l'origine de cette crise. La responsabilité première incombe à ces entreprises, qui sont maintenant accusées par les tribunaux d'avoir commis des actes criminels. Elles savaient qu'elles allaient déstabiliser le climat, mais ont décidé de le faire quand même, et elles continuent à le faire.

Lorsque nous parlons de tout cela, replaçons-nous dans ce cadre, un cadre où je pense que les personnes ont tout à fait raison d'être anxieuses.

En ce qui concerne le rôle des médias, j'adopte un point de vue contraire à ce qui a été dit par rapport à l'anxiété climatique.

En fait, historiquement, aux États-Unis surtout, mais aussi au Canada, en Europe et dans la plupart des pays, les médias n'ont jamais été aussi francs qu'ils auraient dû l'être au sujet du changement climatique et de ses dangers. Ils sont restés essentiellement silencieux.

Quand nous avons commencé à



Selon Mark Hertsgaard, les médias devraient traiter le climat de la même manière qu'ils ont couvert la pandémie de COVID-19 : comme une urgence. Photo : Kathi O'Leary

couvrir le climat il y a cinq ans, en 2019, notre objectif explicite était de briser ce que nous appelons « le silence climatique ». Parce que lorsque les médias sont silencieux à propos de quelque chose, le public ne sait pas. Et c'est ainsi que les grandes compagnies pétrolières et le gouvernement ont pu s'en tirer sans rien faire face à la crise. Je pense donc que si les médias ont une responsabilité dans cette affaire, c'est celle-ci : ils n'ont pas parlé quand il le fallait et, aujourd'hui encore, ils ne parlent pas assez fort.

Mais quand on est abonné à l'infolettre d'un média sur l'environnement par exemple, on a parfois l'impression que les mauvaises nouvelles s'accumulent. N'y a-t-il pas un risque que les gens se lassent et désespèrent?

Chez Covering Climate Now, nous avons, au cours des deux dernières années, insisté de plus en plus sur le fait que le journalisme climatique doit faire davantage de journalisme de solutions. Nous ne prônons pas l'encouragement, l'activisme, l'édulcoration de la vérité ou quoi que ce soit de ce genre. Nous suggérons plutôt qu'un bon journalisme climatique devrait raconter toute l'histoire; les problèmes, mais aussi comment les résoudre.

Et encore une fois, il ne s'agit pas d'applaudir ces solutions, mais plutôt de faire ce que nous sommes censés faire en tant que journalistes : les interroger. Lesquelles sont réelles, lesquelles sont peut-être de fausses solutions? En examinant les moyens potentiels de résoudre le problème, on informe le public et, par conséquent, les décideurs politiques, sur les solutions qui fonctionnent réellement.

Nous disposons de toutes les solutions dont nous avons besoin pour résoudre ce problème. Les scientifiques sont très clairs à ce sujet. [...] La seule chose qui manque vraiment, c'est la volonté politique de la part des

gouvernements de mettre de côté les intérêts particuliers et de poursuivre les politiques qui marchent. Un bon reportage sur le climat devrait donc faire comprendre cela aux gens. Cela contribuerait grandement à lutter contre l'éco-anxiété, car vous diriez au public : « Nous pouvons résoudre ce problème et devinez quoi, vous pouvez le faire. »

Si vous mettez tout cela ensemble, je pense que c'est là que les médias peuvent vraiment jouer un rôle positif.

Élections cruciales

« Cette année, près de la moitié des habitants de la planète sont appelés à voter », souligne Mark Hertsgaard. Des élections qui, d'après lui, seront déterminantes pour l'avenir du climat.

« Ces élections décideront qui dirigera les gouvernements du monde au cours des cinq prochaines années et c'est au cours de ces années que nous devons commencer à réduire les émissions [de gaz à effet de serre], faute de quoi il sera trop tard pour sauver une planète vivable. » Il cite notamment le scrutin présidentiel américain de cet automne.

Selon vous, que pourraient faire les médias de plus? Pourquoi y a-t-il encore des lacunes dans la couverture climatique?

Je citerais un de mes collègues de l'Université Yale [...] Sur une échelle de 0 à 10 – sous laquelle les médias ne parleraient pas du tout du changement climatique –, nous sommes maintenant à 1 ou 2, mais nous devrions être à 11.

La chose la plus importante que les

médias peuvent faire pour le climat est de le traiter comme s'il s'agissait d'une urgence.

Le parallèle que nous faisons souvent est celui de la pandémie de COVID-19 [...] Que vous soyez journaliste ou non, nous tous, dans les médias, avons traité la situation comme une urgence. Nous faisons trois ou quatre articles par jour.

Pourquoi avons-nous fait cela? Parce qu'il y avait urgence et que des gens mouraient.

Aujourd'hui, les gens meurent aussi du changement climatique. C'est juste que pour la plupart d'entre eux, le changement climatique n'est pas inscrit sur l'acte de décès et que la plupart ne sont pas des Blancs prospères.

Les victimes sont des personnes de couleur, des pauvres, et elles vivent la plupart du temps dans des pays en développement. C'est pourquoi nous n'y prêtons pas autant d'attention.

Pensez-vous que les médias ont un rôle plus important à jouer que les politiques?

Je pense que si la couverture médiatique atteignait un niveau de 11 sur 10, le système politique réagirait.

Il existe une relation très étroite entre la façon dont les médias présentent la réalité et celle dont les gouvernements et les hommes politiques réagissent, en particulier dans les démocraties. C'est malheureusement moins vrai dans les dictatures, où il y a très peu de médias indépendants.

Les dirigeants politiques doivent se préoccuper de l'état d'esprit de l'opinion publique, car cette dernière peut soit voter pour vous démettre de vos fonctions, soit, même sous un gouvernement autoritaire, protester, se rebeller, se révolter.

Ce que le public pense et croit est donc très important pour l'action d'un gouvernement et cela est profondément influencé par ce que font les médias.

JUST ROOFING
FRAMING & RENOVATIONS INC.

705.372.3840

Hearst, ON

justrroofing.renovations@gmail.com

Juin | Mois national de L'HISTOIRE AUTOCHTONE

Des peuples
qui déploient leurs ailes

5 mythes à déconstruire sur les peuples autochtones du Canada

Les peuples autochtones possèdent un patrimoine culturel riche et diversifié qui s'étend sur plusieurs millénaires. Or, des idées fausses et des mythes en tous genres obscurcissent souvent la compréhension de leur histoire et de leurs expériences. En voici cinq démystifiés.

- 1. Ils sont tous identiques :** l'un des mythes les plus répandus est que les peuples autochtones forment un groupe homogène partageant les mêmes cultures et croyances. En réalité, on compte plus de 630 communautés des Premières Nations au Canada, lesquelles représentent plus de 50 nations et 50 langues autochtones.
- 2. Ils bénéficient d'un traitement spécial :** les peuples autochtones ne jouissent pas d'un traitement de faveur. Au contraire, ils plaident pour le respect des droits issus des traités et la reconnaissance de leurs droits inhérents à l'autonomie, à la terre et aux ressources.
- 3. Ils vivent dans des régions isolées :** si certaines communautés autochtones se trouvent en effet dans des régions reculées, de



Le 21 juin est la Journée nationale des peuples autochtones. Le saviez-vous?

nombreuses personnes vivent dans des zones urbaines. La relocalisation et les déplacements forcés ont conduit à l'installation d'importantes populations autochtones dans les villes, où elles sont confrontées à des défis uniques.

- 4. Leur assimilation est de l'histoire ancienne :** si les politiques telles que les pensionnats constituent un chapitre sombre du passé, leur héritage affecte encore aujourd'hui les communautés autochtones. Des problèmes systémiques comme les traumatismes intergénérationnels, la pauvreté et les inégalités sociales persistent et nécessitent des efforts de réconciliation continus.
- 5. Leurs cultures sont figées :** les cultures autochtones sont dynamiques et évoluent constamment en réponse aux influences et aux défis contemporains. Les connaissances traditionnelles et les pratiques culturelles sont résilientes et s'épanouissent parallèlement aux modes de vie modernes.

Bonne Journée nationale des peuples autochtones



Carol Hughes, MP/députée
Algoma-Manitoulin-Kapuskasing
carol.hughes@parl.gc.ca

Guy Bourgouin, Député
Mushkegowuk - Baie James
gbourgouin-co@ndp.on.ca

En dissipant ces mythes, nous pouvons tous favoriser une meilleure compréhension et un plus grand respect des peuples autochtones. En juin, Mois national de l'histoire autochtone, reconnaissons et célébrons l'histoire, le patrimoine, la résilience et la diversité des Premières Nations, des Inuits et des Métis à travers le Canada!

Peuples autochtones au Canada : testez vos connaissances !

En juin, Mois national de l'histoire autochtone, répondez à ce court jeu-questionnaire pour vérifier vos connaissances sur ces peuples aux cultures riches et inspirantes!

1. Quels sont les trois groupes de peuples autochtones reconnus par la Constitution canadienne?

- a) Les Algonquiens, les Hurons et les Iroquoiens
- b) Les Inuits, les Micmacs et les Mohawks
- c) Les Premières Nations, les Inuits et les Métis

2. Combien de communautés des Premières Nations retrouve-t-on au Canada?

- a) 63
- b) 630
- c) 6300

3. En inuktitut, que signifie le mot Inuit?

- a) Terre
- b) Vent
- c) Peuple

4. Lors du recensement de 2016, combien de Canadiens se sont déclarés Métis?

- a) 587545
- b) 58545
- c) 5854

5. Pourquoi les organisations autochtones nationales et le gouvernement du Canada ont-ils choisi le 21 juin pour célébrer la Journée nationale des peuples autochtones?

- a) Cette date permet de combiner plusieurs fêtes (fête nationale du Québec, fête du Canada) en un court laps de temps, ce qui favorise le tourisme.
- b) Plusieurs groupes et collectivités autochtones célèbrent traditionnellement leur culture lors du solstice d'été.
- c) Un traité de paix et de réconciliation entre les peuples autochtones et la Couronne a été signé le 21 juin 2021.

RÉPONSES

1. c) Ces trois groupes distincts ont leur propre histoire et leurs propres langues, pratiques culturelles et croyances.
 2. b) Celles-ci représentent plus de 50 Nations.
 3. c) Terre se dit « nuna » et vent, « anuri ».
 4. a) Un peu plus de 69 000 Métis vivent au Québec.
 5. b) La Journée a été annoncée en 1996 par le gouverneur général de l'époque, Roméo LeBlanc.



L'histoire et la culture des peuples autochtones ne vous sont pas familières? Il n'est jamais trop tard pour apprendre! Pour en savoir plus, visitez le rcaanc-cirnac.gc.ca.



**Soyez fiers de vos racines !
 Bonne Journée nationale
 des peuples autochtones !**



**Be proud of your roots!
 Celebrate on this
 National Indigenous Peoples Day!**

LA JOURNÉE NATIONALE DES AUTOCHTONES EST UNE JOURNÉE PENDANT LAQUELLE LES CANADIENNES ET LES CANADIENS CÉLÈBRENT ET RECONNAISSENT LA CONTRIBUTION DES PREMIÈRES NATIONS, MÉTIS ET INUITS.

NATIONAL ABORIGINAL DAY IS THE DAY ON WHICH CANADIANS CELEBRATE AND RECOGNIZE THE CONTRIBUTION OF FIRST NATION, METIS AND INUITS.

LECOURS LUMBER CO. LIMITED

705 362-4368 - lecourslumber.ca

Journée nationale des Autochtones

La Légion royale canadienne de Hearst travaille main dans la main avec les Autochtones, voilà l'importance pour nous de souligner cette journée!

The Royal Canadian Legion of Hearst works hand in hand with the natives, it's important for us to recognize this day!



Saviez-vous que les détenteurs de connaissances de la Première Nation de Achikamii/Constance Lake réfère au cèdre en Oji-Cri sous le nom de Ma-sa-kee-sic-mee-stik ou « Arbre à multiples usages » ?
(Crédit : Roger Wesley)

Ma-sa-kee-sic-mee-stik - Thuya Occidental - Le cèdre blanc de l'Est est considéré comme un don principal du Créateur et l'un des quatre remèdes sacrés utilisés lors des cérémonies par les praticiens spirituels autochtones.

Did you know that cedar is referred to by Achikamii/Constance Lake First Nation knowledge holders in Oji-Cree as Ma-sa-kee-sic-mee-stik or “Tree of Many Uses”?
(Credit: Roger Wesley)

Ma-sa-kee-sic-mee-stik – Thuya Occidental – Eastern white cedar is considered as a primary gift from the Creator and one of the four sacred medicines utilized in ceremony by Indigenous spiritual practitioners.

Ma-sa-kee-sic-mee-stik – Thuya occidentalis – Cèdre blanc est un arbre rustique qui préfère les sols humides, mais qui est aussi un généraliste car celui-ci pousse dans une variété de types de sols. Le cèdre peut être facilement identifié par son écorce remarquable, fissurée et ses feuilles en écailles. Également nommé l’arbre de vie ou *arborvitae* pour ses feuilles riches en vitamine C, ce sont les Premiers Peuples qui ont appris aux arrivants français à utiliser le feuillage du cèdre pour traiter le scorbut.

En tant que produit forestier, il a été historiquement utilisé comme matériau de construction par les communautés Autochtones pour une variété de bâtiments et de technologies dont le canot. Apprécié pour ses qualités de résistance à la pourriture, le cèdre continue à servir aux besoins de tous comme aliment, médicament et matériau de construction.

Notre histoire se retrouve tout autour de nous, dans les arbres, les rivières et les lacs qui ont défini nos communautés de la rivière Pagwa à la Missinaibi, nos relations et notre avenir.

En cette occasion, Hearst Forest Management Inc. souhaite célébrer et reconnaître les innombrables contributions des Nations Cris, Oji-Cris et Anishinaabe qui ont d'abord habité et aménagés la forêt – notre chez-nous.

Ma-sa-kee-sic-mee-stik – Thuya Occidentalis – Eastern white cedar is known to be a hardy tree that prefers moist soil but is quite the generalist as it grows in a variety of soil types. Cedar can be easily identified by its notable bark of ridges and beautiful evergreen leaves. It is also referred to as the tree of life or *arborvitae*, as its leaves are rich in vitamin C and Indigenous Nations taught early French settlers to use the greens to treat scurvy in the winter months.

As a forest product, it was historically used as a building material by Indigenous communities for a variety of buildings and technologies such as the canoe. Valued for its decay-resistant qualities, it continues to serve as habitat, food, medicine and building material to this day.

Our shared history is found all around us, in the trees, the rivers and lakes that have defined our communities, our relationships and our future, from Pagwa River to the Missinaibi.

In celebration of National Indigenous History Month and Indigenous Peoples Day, the staff and Board of Directors at Hearst Forest Management Inc. wish to take this opportunity to celebrate and acknowledge the countless contributions of the Cree, Oji-Cree and Anishinaabe Nations who first inhabited and continue to care for the forest we call home.

5 façons de souligner la culture et le patrimoine autochtones

Avec le solstice d'été vient la Journée nationale des peuples autochtones, un évènement destiné à rendre hommage aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis. Le 21 juin, une panoplie d'activités vous sont proposées dans un esprit d'ouverture et de communauté. Voici quelques exemples d'expériences à vivre lors de cette célébration annuelle.

Comment soulignerez-vous la culture riche et fascinante des peuples autochtones cette année ?



- 1. Les rituels :** que ce soit une prière pour honorer les vétérans autochtones ou une cérémonie pour accueillir la saison estivale, les rituels sacrés font partie intégrante de la culture des Premières Nations et sont toujours riches de symboles.
- 2. Les recettes :** une dégustation de mets traditionnels est une occasion de découvrir des délices méconnus comme la banique et la sagamité. Vous aurez peut-être la chance de mettre la main à la pâte en participant à un atelier de cuisine, qui sait ?
- 3. Les pow-wow :** laissez-vous transporter dans un rassemblement festif envoûtant mariant le chant, la danse et les percussions. Souvenirs mémorables garantis !
- 4. Les récits :** écouter une histoire fascinante racontée par un Autochtone vous fera voyager dans le temps et dans l'espace sans que vous n'ayez à vous déplacer.
- 5. Les démonstrations :** les plantes médicinales utilisées par les Inuits pour soigner les blessés, la confection de capteurs de rêves ou les techniques de chasse métisses vous intriguent ? Les démonstrations et les ateliers offerts sont autant d'occasions de vous initier au savoir-faire de ces peuples.

Profitez de l'occasion pour rendre hommage à votre culture!

Take the opportunity to pay tribute to your culture!



All North Plumbing & Heating
 (705)362-5699
 1405 rue Front, Hearst ON



Fêtons la résilience de la culture autochtone!

Bonne Journée nationale des Autochtones

Celebrate the resilience of Aboriginal culture!
Happy National Aboriginal Day



Jun | Mois national de **L'HISTOIRE AUTOCHTONE**



Vive la riche culture des Autochtones!

Long live the rich culture of Aboriginals



705 372-9000

Auto Plus
Hearst Auto Parts

900, rue Front • (705)362-7744

Continuez à partager fièrement votre héritage !

Continue showing your heritage with pride!



Saluons le riche apport du patrimoine autochtone.

Let's salute the rich contribution of the indigenous heritage.



StrategikBuilders.ca
 705 362-5755

Les peuples autochtones à l'honneur

Le 21 juin, les citoyens sont invités à célébrer les peuples autochtones dans le cadre de la Journée nationale des Autochtones. Cette journée leur permet de partager leurs riches et diverses cultures avec tous!

Les peuples indigènes se caractérisent par une forte appartenance aux écosystèmes nourriciers; ils utilisent de façon respectueuse les précieuses ressources naturelles. Leur solidarité environnementale intergénérationnelle représente un modèle à suivre.

Leur mode de transmission orale des savoirs et des patrimoines est aussi une particularité qui se trouve au cœur de leurs us et coutumes.

POUR SALUER L'HÉRITAGE INDIGÈNE

La Journée nationale des Autochtones est un évènement tout indiqué pour partir à la découverte

de ces univers sans pareil. Les Premières Nations, les Métis et les Inuits se rassemblent donc pour présenter de magnifiques spectacles de danses, de chants et de théâtre, contemporains comme traditionnels. Le résultat est haut en couleur et à couper le souffle!

La Journée nationale des Autochtones offre aussi la possibilité d'en apprendre davantage sur les Autochtones et leurs contributions continues à titre de premiers occupants de plusieurs territoires ancestraux.

Pour l'occasion, différentes activités se déroulent un peu partout au pays. Si vous souhaitez obtenir une liste détaillée des activités qui ont lieu dans votre région, voire participer à l'organisation de festivités dans votre municipalité, vous pouvez communiquer avec un organisme autochtone local ou encore avec votre bureau régional des Affaires autochtones.

Doré au four : une recette traditionnelle autochtone

Maïs, courge, baies... plusieurs de nos aliments favoris sont consommés par les peuples autochtones depuis des centaines d'années. Évidemment, le gibier et le poisson ne font pas exception! Le doré, un délicieux poisson d'eau douce, est une espèce indigène qui se trouve dans plusieurs lacs et cours d'eau au pays. Les peuples autochtones ont développé plusieurs façons de l'apprêter, dont celle-ci.

INGRÉDIENTS

- 2 filets de doré (120 g/4 oz chacun)
- 1 c. à thé de basilic, de thym ou d'origan séché (ou 1 c. à soupe d'herbes fraîches)
- 1 c. à thé de poivre noir
- 1 c. à soupe de beurre fondu
- 2 gousses d'ail émincées
- Zeste d'un citron

PRÉPARATION

1. Préchauffer le four à 200 °C (400 °F).
2. Déposer les filets dans un plat.
3. Mélanger les autres ingrédients dans un petit bol. Verser la préparation sur les filets.
4. Cuire pendant 15 minutes, ou jusqu'à ce que le poisson se défasse facilement à la fourchette. Servir immédiatement.



Joyeuse journée
nationale des peuples
autochtones du Canada!
Souriez, soyez fiers de
vos racines.

Happy Indigenous
Peoples' Day! Smile,
be proud of your roots.

 **Dr Gilles Lecours**
dentiste familial • family dentist
812 rue Georges, Hearst
705 372-1601

Le 21 juin, participez
à cette partie de plaisir
pour toute la famille.
Soyez de la fête!

Juin | Mois national de
**L'HISTOIRE
AUTOCHTONE**

Des peuples
qui déploient leurs ailes



Ensemble célébrons
la Journée nationale
des peuples autochtones!

Together let's celebrate
National Indigenous
People's Day!



1413, rue Front, Hearst
705 362-7005

*Nous sommes reconnaissants de l'apport
actuel et futur de la culture autochtone,
dans notre société et dans notre histoire.*

*We are grateful for the current and future
contributions of Aboriginal culture,
to our society and history.*



FRAICHEMENT PÊCHÉ?

Voici comment préparer des filets de doré prêts à cuire :

1. À partir de l'arrière de la nageoire antérieure, coupez le poisson vers le haut jusqu'à la colonne vertébrale.
2. Lorsque la lame atteint la colonne, tournez le couteau vers le sens opposé et tranchez en direction de la queue, puis coupez vers le bas.
3. Placez le couteau à l'extrémité de la cage thoracique et incisez vers le bas sur environ 2 cm.
4. Taillez environ 3 mm d'épaisseur de l'autre côté de la cage thoracique.
5. Retirez délicatement la cage thoracique et les autres arêtes du poisson.
6. Coupez la chair en filets.

Humour et musique au Festival de la St-Jean à Kapuskasing

Par Renée-Pier Fontaine

La fin de semaine dernière se déroulait le Festival de la St-Jean à Kapuskasing, une tradition en constante évolution. Depuis trois ans, le concept a été revisité par un nouveau comité organisationnel pour la tenue de l'évènement qui en était à sa 24^e édition. Plus de 2000 personnes se sont rendues sous le chapiteau au cours de la fin de semaine, un record pour ce nouveau format qui accueille moins de gens sous la tente qu'auparavant à l'aréna.

Après 21 ans à la barre du Festival de la St-Jean, le comité original et fondateur s'est dissout afin de s'investir dans d'autres projets, l'intérêt pour l'évènement ayant diminué. Lorsque Dènik Dorval est entré en poste à titre de directeur général du Centre des loisirs de Kapuskasing, deux choix s'offraient à lui : soit diminuer la taille de l'évènement en l'amenant en salle ou continuer d'en faire un gros évènement et former un nouveau comité. « Il y a trois ans, nous avons remis un comité en place à la fin de la covid, ce n'était pas trop le meilleur temps pour recommencer un festival, disons. La première année, nous avons reçu Noir Silence et c'était encore à l'aréna, même modèle qu'avant, deux soirs de musique. Puis on a réalisé que l'intérêt n'était pas là. » Suivant les recommandations des festivaliers qui demandaient que ça ne soit plus deux soirs de musique, que ça ne soit plus à l'aréna et qu'une soirée d'humour soit ajoutée au programme, c'est exactement ce que le comité a fait : écouter le public et leurs souhaits pour en venir au format actuel de spectacles sous le chapiteau, donc ce fut un soir d'humour et un soir de musique l'année dernière. Avec ce changement, le festival a attiré 600 spectateurs de plus en 2023 et la foule n'avait que de bons mots concernant l'ambiance qui régnait sous la tente. « Cette année nous sommes allés *all out* avec notre programmation ! Nous nous étions fait dire qu'il n'y avait pas assez de



Photo : Page Facebook du Festival

prestations d'artistes locaux et c'est sur ça que nous avons misé, du local, du franco-ontarien et des gros noms d'artistes québécois. Ça bien fonctionné parce que nous avons eu 2000 personnes durant la fin de semaine », explique M. Dorval.

La soirée du vendredi était à pleine capacité avec 900 spectateurs. Puisqu'il s'agissait d'un gala d'humour d'une durée de plus de deux heures, des tables étaient installées pour le confort des festivaliers qui ont pu applaudir une brochette d'humoristes connus tels que Dominic Paquette, Dominic et Martin, Jean-Claude Gélinas et Rachelle Ellie.

Le fanatique et comique de Hearst, Guy Morin, a présenté un numéro en première partie et c'était aussi le grand retour des Fils du Nord sur scène. « Les gens ont vraiment apprécié Rachelle Ellie qu'ils ne connaissaient pas pour la plupart, et ça vraiment cliqué entre le public et les Fils du Nord. La soirée s'est terminée avec les Cité Rockers. C'est vraiment tous des gens

locaux qui jouaient sur la scène de la St-Jean. Le public a adoré cela, ça l'a fait lever les gens après le spectacle d'humour ! C'était trois générations d'anciens élèves de la Cité des Jeunes qui se sont réunis pour fêter les 20 ans du "groupe" si on veut. »

Au niveau de la qualité sonore, les prestations musicales du samedi soir étaient au-delà des attentes du directeur général. Il est parfois difficile d'offrir une bonne sonorité à l'intérieur d'un aréna. « C'était l'un des meilleurs spectacles de la St-Jean que je n'ai jamais entendus au niveau de la qualité du son ! Je ne dis pas cela parce que je suis dans l'organisation non plus, nous avons reçu beaucoup de commentaires qui vont dans ce sens. En plus, les 2 Frères avaient avec eux

leurs propres techniciens et leurs propres lumières, c'était incroyable comme spectacle ! J'ai même pris un moment de pause pour aller dans la foule écouter la musique. »

Des gens d'un peu partout en province se sont déplacés pour assister aux soirées offertes dans le cadre du Festival de la St-Jean de Kapuskasing. Même si plus de la moitié étaient des résidents de Kapuskasing et Moonbeam, des gens sont venus de Cochrane, Timmins, Chapleau, Dubreuilville, Raymore, Sault Ste. Marie, Hearst et même de certains endroits au Québec. Les artistes ont déjà été embauchés pour l'année prochaine. Restez à l'affût, le comité dévoilera les noms plus tard cet automne.

TECHFIX

RÉPARATIONS D'ORDINATEURS
COMPUTER REPAIRS

Steven Nadeau

📞 (705) 372-8437

✉️ nadz_121@hotmail.com



AULAC

CONSTRUCTION



- Construction résidentielle et commerciale
- Renovations
- Contracteur général
- Fondations
- Toitures



POUR NOUS CONTACTER :

(705) 373-2733 | (705) 372-5444
constructionaulac@gmail.com



Les insectes attirés par la lumière?

INCERTAIN



Agence
Science-Press

Par Kathleen Couillard

Faits à retenir

- Tous les insectes ne sont pas systématiquement attirés par la lumière
- Les lumières artificielles perturbent probablement leur sens de l'orientation
- Toutes les lumières n'ont pas la même influence

Les origines de la rumeur

Le fait que les insectes ont tendance à voler vers une source lumineuse est connu depuis des milliers d'années. Dans son traité sur l'agriculture (*De re rustica*), l'auteur romain du 1^{er} siècle de notre ère, Columelle, proposait même d'utiliser une lumière au fond d'un vase en bronze pour attraper les insectes qui parasitent les ruches d'abeilles.

Dans une lettre envoyée en 1871, l'entomologiste et naturaliste britannique et sud-africain Roland Trimen demandait à Charles Darwin son opinion sur l'origine de cette étrange et dangereuse habitude des insectes nocturnes. Dans sa réponse, Darwin n'avait pas d'explications à offrir, mais remarquait que les lumières artificielles sont assez récentes.

De nos jours, des agriculteurs recommandent de mettre à profit ce comportement pour se débarrasser des ravageurs, soulignaient en 2013 des chercheurs japonais dans un article se penchant sur les réactions des insectes à la lumière. De leur côté, les entomologistes utilisent des pièges lumineux pour mesurer les populations d'insectes, ajoutent des scientifiques américains qui se sont intéressés à l'efficacité de ces pièges en 2024.

Les tentatives d'explications

Mais est-ce que ça fonctionne? Selon des chercheurs allemands qui ont étudié l'attraction des insectes pour les lampadaires en 2019, on peut observer ce comportement lorsque la lumière est située à proximité, c'est-à-dire 30 à 50 mètres. Cependant, plusieurs facteurs influencent le phénomène. Par exemple, une étude de 2017 a révélé que les insectes étaient moins attirés par une lumière clignotante. Et dans une étude publiée en 2016, des chercheurs du Royaume-Uni ont observé que les pièges utilisant des lumières DEL attrapaient deux fois moins d'insectes que les lampes fluocompactes, et quatre fois moins qu'une ampoule incandescente avec un filament de Tungsten. Les chercheurs allemands ont obtenu des résultats similaires en comparant les lumières DEL aux lampes à vapeur de mercure.

Selon les auteurs britanniques, ces différences s'expliqueraient par le fait que les DEL émettent peu de rayons UV comparativement aux lampes fluocompactes ou à celles à vapeur de mercure. Or, les insectes sont surtout attirés par les courtes longueurs d'onde comme les UV et le bleu, soulignait en 2021 une équipe internationale de chercheurs. Et encore, cette préférence semble varier d'une espèce à l'autre, probablement en raison de différences aux niveaux de leurs cellules sensibles à la lumière. Par exemple, certains papillons de nuit ont plutôt une sensibilité à la lumière rouge.

Le pourquoi d'un tel comportement

Ces observations n'expliquent toutefois pas pourquoi les insectes

La croyance populaire veut que les insectes volants soient attirés par la lumière. Il existe même une expression anglaise, « like a moth to a flame », pour désigner une personne irrésistiblement attirée par une situation dangereuse. Le *Détecteur de rumeurs* constate toutefois que ce comportement étrange reste encore mal compris des scientifiques.

adopteraient ce comportement.

En 2024, dans un article étudiant le phénomène, et paru dans la revue *Nature Communications*, des chercheurs britanniques et américains ont fait un résumé des hypothèses qui existent et leurs limites.

- Certains pensent que les insectes seraient attirés par la chaleur. Pourtant, le même comportement a été observé avec des lumières qui ne dégagent pas de rayonnement thermique.

- Une autre hypothèse veut qu'il s'agisse d'une forme de phototaxie. Par exemple, les insectes croiraient que la lumière est en fait un trou dans un feuillage et voudraient s'échapper par là. Cependant, si c'était le cas, les insectes voleraient directement vers la lumière plutôt que de tourner autour.

- L'hypothèse la plus populaire repose sur l'idée que les insectes utiliseraient les astres, dont la Lune, pour s'orienter la nuit. Ce comportement, appelé orientation transversale, consisterait à maintenir un angle constant entre eux et une source de lumière dans leur champ de vision, expliquait en 2007 l'entomologiste May Berenbaum, sur les ondes de la radio publique américaine NPR. Les insectes confondraient donc les lumières artificielles avec la Lune. Comme ces sources lumineuses sont très près, ils devraient constamment ajuster leur vol et se retrouveraient alors à proximité de la lumière. Selon cette hypothèse, les papillons de nuit devraient toutefois adopter une trajectoire en spirale, ce qui n'est pas ce qu'on observe généralement.

Attirés ou pris au piège?

Dans leur article de 2024, ces mêmes scientifiques ont utilisé des caméras infrarouges pour étudier en direct le comportement des insectes lorsqu'ils sont en présence d'une lumière artificielle.

Ils ont remarqué que la plupart des insectes ont une réponse dorsale à la lumière, c'est-à-dire qu'ils gardent toujours leur dos tourné à la source lumineuse. Ce comportement se serait développé à une époque où la chose la plus brillante dans la nature était le ciel, même la nuit. Dans ce contexte, ce comportement les aiderait à conserver une trajectoire bien alignée sur l'horizon.

Une lumière artificielle provenant d'une source ponctuelle pourrait donc nuire à la capacité des insectes à s'orienter, puisqu'ils ne pourraient plus distinguer le haut du bas. Si la lumière se trouve sur le côté, l'insecte se mettrait à tourner en rond en tentant de maintenir un angle droit entre son dos et la source lumineuse. Si la lumière est près du sol, il volerait à l'envers et finirait par s'écraser. Finalement, si la lumière est au-dessus ou s'il s'agit d'une lumière diffuse sur le même plan que l'horizon, elle n'aurait pas d'effets sur la trajectoire de vol.

Un comportement en voie de disparaître?

Dans un autre article paru en 2024, une équipe internationale a comparé des pièges lumineux avec des pièges fonctionnant avec des phéromones, pour évaluer leur efficacité. Ils ont ainsi remarqué que l'efficacité des pièges lumineux avait diminué dans les 25 dernières années.

Les auteurs ont proposé quelques hypothèses pour expliquer cette baisse d'efficacité. Par exemple, il est possible que l'augmentation de la pollution lumineuse soit en cause.

Par ailleurs, puisqu'il s'agit d'un comportement désavantageux pour les insectes —puisque'ils se retrouvent alors plus vulnérables aux prédateurs— l'évolution aurait tendance à favoriser ceux qui ont un comportement neutre par rapport à la lumière, ou bien ceux qui l'évitent.

Verdict

Les insectes ne sont pas réellement attirés par la lumière, ou du moins pas tous de façon égale. Mais leur capacité à s'orienter est perturbée par les lumières artificielles, ce qui les empêche de s'en éloigner.



POUR VOTRE SÉCURITÉ AU SOLEIL

- Vérifiez l'indice UV
- Mettez-vous à l'ombre
- Couvrez-vous
- Portez un chapeau et des lunettes de soleil
- Appliquez la crème solaire correctement



BON ÉTÉ !

MOT CACHÉ

M	O	N	T	A	N	A	I	L	L	I	N	O	I	S	L	W	I	M	N
S	H	A	T	U	E	R	O	M	I	T	L	A	B	O	A	P	A	O	B
A	E	H	C	A	L	I	F	O	R	N	I	E	U	S	P	R	T	U	H
W	M	A	N	I	S	N	O	C	S	I	W	I	H	I	Y	S	F	G	Y
E	Y	A	T	A	R	I	Z	O	N	A	S	I	S	L	O	F	R	K	V
A	D	O	B	T	O	M	I	A	M	I	N	S	A	B	A	U	C	U	I
N	T	I	M	A	L	A	S	K	A	G	I	N	D	L	B	U	M	E	R
M	O	L	R	I	L	E	S	N	T	S	D	N	O	S	T	E	E	I	G
T	A	G	A	O	N	A	E	O	S	R	A	P	T	N	I	E	M	H	I
U	L	S	E	N	L	G	N	I	E	L	H	T	E	O	N	S	P	P	N
C	O	E	S	R	T	F	M	V	K	O	I	K	X	H	D	S	H	L	I
I	S	E	D	A	O	A	N	A	E	P	M	T	A	A	I	E	I	E	E
T	A	K	A	O	C	E	O	N	M	N	T	I	S	D	A	N	S	D	O
C	N	U	L	I	D	H	I	E	K	I	A	I	N	I	N	N	I	A	K
E	G	A	L	H	O	X	U	K	I	R	S	G	O	N	A	E	O	L	L
N	E	W	A	O	T	U	L	S	A	G	O	S	I	R	E	T	W	I	A
N	L	L	S	E	N	I	A	M	E	N	R	Y	O	H	T	S	A	H	H
O	E	I	O	G	A	C	I	H	C	T	S	O	W	U	C	E	O	P	O
C	S	M	C	O	L	O	R	A	D	O	T	A	E	E	R	I	D	T	M
E	I	N	A	V	L	Y	S	N	N	E	P	S	S	G	N	I	M	N	A

Thème : Visite aux États-Unis / 7 lettres

- | | | | |
|--|---|---|---|
| A
Alabama
Alaska
Arizona
Atlanta | G
Georgie
I
Idaho
Illinois
Indiana | M
Minnesota
Mississippi
Missouri
Montana
N
New York | T
Tulsa
U
Utah
V
Virginie |
| B
Baltimore
Boston
Buffalo | L
Iowa
K
Kansas
Kentucky | O
Oakland
Ohio
Oklahoma
Oregon | W
Washington
Wisconsin
Wyoming |
| C
Californie
Chicago
Colorado
Connecticut | L
Los Angeles
Louisiane | P
Pennsylvanie
Philadelphie
Phoenix
Pittsburgh | |
| D
Dallas
Denver
Detroit | M
Maine
Maryland
Massachusetts
Memphis | S
Seattle
T
Tennessee
Texas | |
| F
Floride | M
Miami
Michigan
Milwaukee | | |

SALADE D'ÉPINARDS ET DE FRAISES



Cette salade d'épinards est un incontournable quand vient le temps des fraises pour un bel accompagnement d'été.

INGRÉDIENTS

- 125 ml (1/2 tasse) d'amandes tranchées
- 30 ml (2 c. à soupe) de graines de pavot
- 125 ml (1/2 tasse) d'huile d'olive
- 45 ml (3 c. à soupe) de vinaigre de vin rouge
- 10 ml (2 c. à thé) de moutarde de Dijon
- 3 litres (12 tasses) de bébés épinards
- 375 ml (1 1/2 tasse) de fraises tranchées
- Sel et poivre

ÉTAPES DE PRÉPARATION

1. Dans une poêle, griller les amandes. Laisser refroidir et réserver.
2. Dans la même poêle, griller les graines de pavot. Laisser refroidir et réserver.
3. Dans un bol, fouetter l'huile, le vinaigre et la moutarde. Saler et poivrer.
4. Ajouter les graines de pavot. Répartir les épinards, les fraises et les amandes sur quatre assiettes. Arroser de vinaigrette. Servir immédiatement.

SUDOKU

	3			4			6	
9		4						
7				5		1		4
	5		7	4				
3			1				8	
			6			7	9	
						9		
		2	8					
				7			1	3

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 879

8	1	2	9	7	4	5	6	8
7	5	9	3	6	8	2	4	1
8	4	6	2	5	1	3	7	9
1	6	7	3	5	9	8	4	2
5	8	4	6	2	1	7	9	3
9	2	3	4	8	7	6	5	1
4	3	1	8	5	6	9	2	7
2	7	5	1	9	3	6	4	8
6	9	8	7	4	2	1	3	5

POUTINE

de la semaine

EN VEDETTE

Situé au 25, 9^e Rue à Hearst



Poutine Bacon Cheeseburger

Réservez votre repas dès aujourd'hui!
Appellez-nous 705 221-7679 ou scannez le code QR :



HEURES D'ÉTÉ

Lundi : fermé
Mardi au jeudi : 11 h à 19 h
Vendredi 11 h à 20 h
Samedi 11 h à 19 h
Dimanche : fermé

- 17 SORTES DE POUTINE
- GRAB-N-GO
- PLATS CHAUDS À EMPORTER (DIFFÉRENT CHAQUE JOUR)

Réponse du mot caché : NOLSNON

AFFAIRES CLASSÉES

AVIS DE DÉCÈS



Armand Blais

Nous avons le regret d'annoncer le décès de M. Armand Blais, le 15 juin 2024, à l'âge de 88 ans à Hearst. Il laisse dans le deuil Lucienne Parcels, Yvon (Francine Chartrand), Robert (Carmen Bédard), Francine (Réjean Daigle), Guy (Carmelle Daigle), Lucille (Charles Ouellet),

Daniel Parcels, Marielle, feu Louis (Debby Girard), tous de Hearst, et Pierre (Nancy Lacroix — sa Nancy Blue comme il disait!) de Medecine Hat, AB. Il laisse également dans le deuil ses 24 petits-enfants et quarante-quatre arrière-petits-enfants; sa sœur Suzanne et son frère Léo; ainsi que plusieurs belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces. Il fut précédé dans la mort de sa chère épouse Léonie (Roy) Blais, son fils Louis, ses parents Arthur Blais et Irène (Camiré) Blais, ses sœurs Rachel et Yvette ainsi que ses frères

Georges, André et Gilles.

Il aimait être entouré des siens et célébrer l'Éternel avec eux. Père incomparable avec un cœur doux, généreux et exemplaire, bon vivant, d'une foi inébranlable et d'un humour unique, la musique était sur ses lèvres, il aimait l'écouter, l'interpréter et chanter ses propres compositions. Très travaillant, il aimait conduire la machinerie dans les champs de la terre familiale où il est né et a vécu toute sa vie.

Avec sa tendre épouse Léonie, ils ont transmis des valeurs morales comme héritage, pour leurs enfants et les générations à venir. Son verset préféré : Actes 16:31 « Crois au Seigneur Jésus-Christ, alors tu seras sauvé, toi et ta famille. » Un grand-père et arrière-grand-père irremplaçable parce qu'il n'y en avait pas deux comme lui. Il laisse de riches et précieux souvenirs à tous ceux qui l'ont connu (il était un père pour plusieurs). La lecture de la Parole, la musique et les mots cachés faisaient partie de ses passe-temps.

La famille invite parents et ami(e)s aux Services funéraires Fournier pour une célébration de vie en la mémoire d'Armand le samedi 22 juin 2024, de 9 h à midi.



Denis Groleau

Nous avons le regret d'annoncer le décès de M. Denis Groleau à l'âge de 89 ans, le mercredi 12 juin 2024, à l'Hôpital Notre-Dame de Hearst. Il laisse dans le deuil sa fille Diane Lamothe (Mike) de Timmins; Alice Vendette de Hearst et ses enfants : Julie (Louis Martel) de Kapuskasing, Marcel (Brigitte Grenier) d'Hallébourg, Diane (Jocelyn Fournier) de Hearst et Lina de Montréal. Il laisse également dans le deuil ses frères et sœurs : Clément, sœur Marie-Rose, Lucille, Paul, Noëlla et Raymond; de même que dix petits-enfants, neuf arrière-petits-enfants, ainsi que plusieurs neveux, nièces et ami(e)s.

Avant une retraite bien méritée, Denis était opérateur de machinerie lourde dans le domaine de la foresterie, pendant 29 ans pour la Newaygo, de même que pour quelques contracteurs de la région.

Les funérailles ont eu lieu le 15 juin 2024 en la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Hearst.

En la mémoire de Denis, la famille apprécierait les dons au Foyer des Pionniers ou à la Fondation de l'Hôpital Notre-Dame de Hearst.

**LES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE EXPRIMENT LEURS
CONDOLÉANCES AUX FAMILLES ET AMIS DES DÉFUNTS.**

**SUIVEZ NOTRE PAGE FACEBOOK
C'INN À HEARST
ET PARTAGEZ NOS
PUBLICATIONS**

RADIO BINGO 
1800 \$ – SAMEDI À 11 h
DES CARTES SONT MAINTENANT EN VENTE À :
HORNEPAYNE : HORNEPAYNE SERVICE CENTER
LONGLAC : WOODCREST CONFECTIONERY
GERALDTON : JOEL'S LIVE BAIT
CINN911.com

OFFRE D'EMPLOI : ANIMATEUR-ÉTUDIANT

Les Médias de l'épinette noire sont à la recherche d'un étudiant ou une étudiante pour occuper un poste d'animateur de radio étudiant à temps partiel.

Le poste d'animateur étudiant s'adresse à une ou un jeune de moins de 18 ans étant disponible à travailler certains soirs de semaine et la fin de semaine. Idéalement, la personne embauchée devrait débiter sa formation avant la deuxième semaine de juin. Les heures de travail seront entre 5 et 20 heures par semaine, selon la capacité de compréhension du travail pour la saison estivale, avec possibilité de continuer pendant l'année scolaire.

La personne doit bien s'exprimer en français et avoir de bonnes connaissances en informatique. Elle recevra toute la formation nécessaire pour assurer la mise en ondes d'une émission et, à plus long terme, coanimer une émission.

Les étudiants et étudiantes intéressé-e-s doivent envoyer leur CV à la direction des Médias de l'épinette noire, ou l'apporter en personne pendant les heures de bureau. Les personnes ayant des questions peuvent communiquer avec la direction par téléphone.

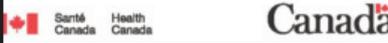
Steve Mc Innis
Directeur général
CINN 91.1
1004, rue Prince
Hearst, Ontario
705 372-1011



**VOUS ÊTES ACTIF QUAND
il fait CHAUD.
VOUS ÊTES À RISQUE!**

Protégez-vous du
TEMPS TRÈS CHAUD





**Les P'tites Annonces...
ÇA MARCHE!**

**LES PETITES
ANNONCES****À louer**

Espace commercial situé
au 1020 rue Front
600 pieds carrés approx.
902 \$ / mois – services compris
Contactez Marcel Fauchon
Téléphone : 705 372-4928

À louer

Appartement de deux
chambres à coucher, avec
foyer au gaz naturel
913 rue Cessna
Contactez Roger Rousselle
Téléphone : 705 372-8812

À louer

Espace commercial 1800 pieds
carrés et déjà aménagé pour un
bureau au 1425 rue Front
Contactez Pierre Dalcourt
Téléphone : 705 372-5419

Signalez un feu de forêt


Composez le 310-3473
Composez le 911

Rivières des Français et Mattawa

L'extérieur de la région des incendies



LES SPORTS

Soccer : saison 2024

Par Renée-Pier Fontaine

Cette année marquait la troisième saison de soccer mineur avec un nouveau comité d'organisation qui a vu le jour en 2022, après la pandémie. Plus de 199 jeunes sont inscrits pour la saison en cours et six membres ont joint le comité.

Malgré le nombre élevé d'inscriptions, l'une des membres de l'organisation du soccer mineur, Amanda Chouinard, affirme que le nombre de bénévoles est adéquat pour chaque équipe, mais que l'aide supplémentaire est toujours appréciée. « Lorsque certains bénévoles doivent s'absenter d'une pratique, il devient souvent difficile de trouver des remplaçants. Heureusement, certains parents nous prêtent mainforte de temps en temps pour combler ces absences. Notre organisation ne pourrait pas fonctionner sans ces bénévoles. Bien qu'il soit vrai qu'on ne puisse jamais en avoir trop, trouver des bénévoles devient de plus en plus difficile. »

Ceux et celles qui ont décidé de reprendre la fonction organisationnelle du soccer mineur le font pour plusieurs raisons. Tout d'abord, par engagement communautaire : les membres du comité se disent profondément investis dans la communauté et cherchent à offrir aux jeunes des activités enrichissantes qui renforcent le tissu social local.

Ensuite, il y a l'amélioration des compétences que les jeunes pourront acquérir en jouant au soccer, par exemple le travail d'équipe, la discipline et la résilience : des éléments essentiels à leur développement personnel.

Les membres du comité veulent aussi promouvoir la santé. En effet, les pratiques de soccer contribuent à faire valoir l'importance d'un mode de vie sain et actif chez les jeunes. Finalement, le sport



Crédit photos : Valérie Babineau

véhicule des valeurs importantes comme le respect, l'esprit sportif et la persévérance, qui sont fondamentales pour les jeunes athlètes, et cette transmission de valeurs est une grande source de motivation pour le comité qui tient à continuer son travail.

« En assumant cette responsabilité, nous visons à créer un environnement où les enfants peuvent non seulement s'épanouir sur le plan sportif, mais aussi développer des compétences sociales et morales précieuses qui les aideront à réussir dans leur vie personnelle et académique, explique Amanda Chouinard. Ayant moi-même bénéficié des bienfaits du soccer pendant ma jeunesse, je suis motivée à créer des opportunités similaires pour les générations futures. Ma participation à diverses activités a été rendue possible grâce à l'engagement des bénévoles, et témoigne de l'importance du bénévolat et de la contribution à la communauté. »

Achats importants

Depuis la reprise des activités, le comité de soccer mineur a effectué plusieurs achats importants. « En 2023, grâce à un partenariat avec la Caisse Alliance de Hearst et Villeneuve Construction, nous avons acquis une nouvelle cabane pour entreposer tout notre équipement. Cette année, nous avons également acheté 12 nouveaux filets, des cônes et 45 ballons. Pour l'année prochaine, notre objectif est d'acheter de nouveaux jerseys pour tous les niveaux »,

indique Amanda.

Les inscriptions varient d'une année à l'autre : en 2022 il y avait 194 inscriptions, 175 en 2023 et un retour en force maintenant avec près de 200 joueurs. La saison de soccer à Hearst est plutôt courte, se terminant à la fin du mois de juin. Selon les observations du comité, le niveau de participation diminue considérablement après l'année scolaire, ce qui rend la tâche difficile de maintenir les entraînements et les matchs.

« Pendant l'été, il y a également d'autres activités disponibles pour les jeunes dans la communauté, comme le t-ball ou le slow-pitch. Il est d'ailleurs essentiel que les jeunes puissent être exposés à une diversité d'activités leur permettant d'explorer et de bénéficier d'expériences enrichissantes », ajoute la jeune bénévole.

Création d'une ligue plus formelle, un sujet encore en exploration

Mme Chouinard affirme que le comité aimerait explorer la possibilité de former des équipes qui pourraient jouer contre celles d'autres municipalités avoisinantes. « Actuellement, nous sommes en phase d'exploration pour déterminer les meilleures pratiques pour notre organisation et pour identifier les défis potentiels. Nous sommes en pleine croissance et nous travaillons à assurer le bon déroulement de nos activités. Peut-être qu'à l'avenir, nous pourrions envisager un tel événement sportif

une fois que nous aurons consolidé nos capacités et nos ressources. »

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte pour le succès et le bon déroulement de telles compétitions. Selon elle, l'organisation de compétitions entre villes nécessite un nombre suffisant de bénévoles pour gérer les équipes, la logistique des déplacements, la coordination des événements et autres aspects organisationnels.

De plus, le déplacement vers des villes avoisinantes implique la gestion du transport des équipes. « Cela nécessite une planification minutieuse des itinéraires, des horaires et la disponibilité de véhicules adaptés. La sécurité et l'organisation des déplacements sont également des considérations essentielles. »

Et finalement, toujours selon Amanda, pour que les compétitions entre villes soient viables, il est crucial d'avoir une participation suffisante des équipes intéressées. Un nombre adéquat de participants est nécessaire pour assurer des matchs compétitifs et équilibrés. La promotion de ces événements et l'engagement préalable des équipes sont donc des éléments clés pour garantir le succès de telles initiatives sportives.

Elle conclut en disant : « bien que nous envisagions cette possibilité pour l'avenir, nous devons réfléchir à ces facteurs et travailler à leur résolution afin de réaliser ce projet avec succès lorsque le moment sera opportun. »

Le comité du soccer mineur invite donc toutes les personnes désirant redonner à la communauté et participer à l'enrichissement des jeunes à profiter de l'occasion pour soumettre leur nom afin de rejoindre l'équipe de bénévoles.

La LHJNO apporte plusieurs changements pour la saison 2024-25

Par Gilles Péloquin

Dans quelques heures le solstice d'été et voilà que la Ligue de hockey junior du Nord de l'Ontario annonce ses changements d'automne-hiver pour la saison prochaine.

De un, le calendrier régulier ne sera plus de 58 joutes dont 29 à domicile pour les 12 clubs du circuit, mais plutôt de 50 joutes dont 25 dans l'aréna respectif de chaque club.

De deux, adieu aux deux sections, Est et Ouest, de six formations chacune, mais plutôt en saison

2024-2025 il s'agira d'une seule section de 12 équipes avec les huit premières formations au classement final qui passeront directement en séries éliminatoires.

De trois, la période de tirs de barrage à la fin d'un match est abolie et va laisser place à une « 4^e période » de sept minutes avec trois joueurs de chaque côté, et si l'égalité persiste alors ce sera une partie nulle et un point ira à chaque formation.

Fait intéressant et nouveau cette année : les équipes recevront

toujours deux points pour les victoires en temps réglementaire et en prolongation, ainsi qu'un pour les défaites en prolongation.

Le calendrier OFFICIEL débutera le weekend du 13 au 15 septembre prochain pour les Lumberjacks avec trois parties sur la route. Le vendredi 13 ils joueront à Sudbury contre les champions de la dernière saison, puis le samedi 14 à Blind River et le dimanche 15 à Espanola.

Le premier match local de l'Orange et Noir aura lieu le vendredi

20 septembre prochain au Centre récréatif Claude-Larose de Hearst avec la visite des Cubs de Sudbury. Pour en savoir plus sur le calendrier de la LHJNO et surtout de vos favoris les Lumberjacks : <https://nojhl.com/stats/schedule/all-teams/38/all-months?league=1>.

Sur ce, bon été, et on s'en rejase fin aout assurément avec le camp d'entraînement de l'équipe de Marc-Alain Bégin en vue de la saison 2024-2025 dans la LHJNO.

JOYEUSE FÊTE, CANADA!

FÊTE du Canada DAY

NOS COMMANDITAIRES
GRAND CANADIEN



DOMINION



CONFÉDÉRATION



Ô Canada

Atlantic Power
Expert Garage
Straight Line Plumbing
Canadien Tire
Collège Boréal



DIMANCHE 30 JUIN 2024

Sunday, June 30th 2024

PAVILLON ESPACE HEARST

19 h **LE CHAUD (ÉSCH)**

20 h 30 **LA SWOMP 3.0**

22 h 15 **S'TÉ TUNED**

23 h 30 **CORRIDOR 11**



LUNDI 1^{ER} JUILLET 2024

Monday, July 1st 2024

PAVILLON ESPACE HEARST

11 h **Kiosques (Kiosks)**

MIDI **Bingo (5300 \$ en prix)**

13 h **Tournoi de washer (Washer tournament)**

13 h **Jeux sociaux divers (Various social games)**

14 h **Duo Estelle et Johnny (danse en ligne/line dancing)**

20 h **Gérald St-Pierre Band + artistes invités**

23 h **Feux d'artifice (Fireworks)**

CENTRE RÉCRÉATIF CLAUDE-LAROSE

MIDI **Jeux gonflables (Inflatable games)**

MIDI **Arcades (Arcades)**

MIDI **Maquillage (Makeup)**



Suivez aussi le journal Le Nord de la semaine prochaine pour plus de détails sur les activités proposées. D'autres activités peuvent s'ajouter.

